Vendredi

1er décembre 1995 n° 266 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

S'opposer

Le gouvernement a engagé une véritable épreuve de force avec les mouvements sociaux. Avec le plan Juppé et les ordonnances sur la Sécurité sociale, comme avec le contrat de plan concernant la SNCF, le pouvoir entend mener une offensive d'envergure contre les acquis sociaux et le secteur public. La vigueur de la riposte, à travers les manifestations comme les grèves, témoigne de la prise de conscience de nombreux secteurs de la population quant au caractère massif de l'affrontement.

Le Premier ministre fait le pari du pourrissement et tente de dresser les catégories sociales les unes contre les autres en escomptant une montée de l'exaspération face aux grèves. Mais il prend le double risque de laisser monter un mécontentement qu'il sera bien en peine de canaliser demain, et de provoquer une détérioration du climat social au moment précis où l'économie française est en panne.

Il prétend "réformer" alors qu'il démantèle. Il affiche avec fierté une fermeté qui n'est rien d'autre qu'une provocation. Il cherche, paraît-il, à convaincre alors qu'il rate toutes les occasions de dialogue. Ce n'est pas seulement de la maladresse ou de l'incompétence, c'est d'abord une volonté de passer en force.

Face à une telle stratégie, les socialistes entendent marquer nettement leur opposition à une politique dont le contenu comme la forme constituent une véritable agression contre le monde du travail.

Ils l'exprimeront au Parlement en censurant le gouvernement mais aussi en appuyant partout où c'est possible toutes les initiatives susceptibles d'obliger le gouvernement à renoncer à ses projets.

Daniel Vaillant



Juppé : déraillement social

SAUVER LA PROTECTION SOCIALE :
Constat et propositions. Le texte intégral adopté au Bureau national. p 5 à 8

ACCORD POUR LA BOSNIE :
Mieux qu'un cessez-le-feu, mais pas encore la paix. Entretien avec Pierre Guidoni. p 11

FEMMES EN COLÈRE :
IVG-Contraception-Egalité-Liberté. Les femmes défendent leurs droits contre le retour de l'ordre moral. p 9

CHRISTIAN DELACAMPAGNE PHILOSOPHE :
Le marxisme est toujours d'actualité. p 14

ISSN 0995-0583

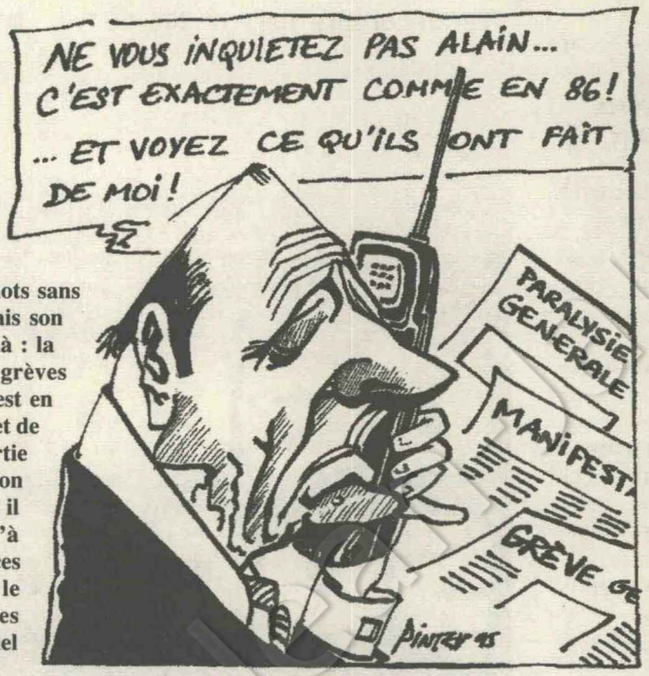
Fondation Jean-Jaurès

La panne

FACE AUX MOUVEMENTS SOCIAUX LE GOUVERNEMENT DOIT RENONCER À SES PROJETS

Depuis plusieurs semaines s'est développée une vague puissante de mouvements sociaux, dont témoignent l'importance des récentes manifestations et l'intensité de la grève, notamment dans le secteur des transports. Le Parti socialiste rappelle sa totale solidarité à l'égard de ces mouvements et appuie la riposte résolue du monde du travail, face aux attaques dont il est l'objet.
Le gouvernement porte l'entière responsabilité de cette situation, dans le contexte des bouleversements actuels du libéralisme. C'est en effet la politique qu'il conduit qui est directement à l'origine de la protestation, à travers la remise en cause de la protection sociale et l'offensive contre le secteur public.
Il a, en outre, commis une lourde erreur en affichant, avec mépris et incompétence, des positions irrévocables. Paraissant jouer le pourrissement des conflits, recherchant l'épreuve de force, le gouvernement crée les conditions d'une détérioration du climat social à un moment où l'économie française est en panne.
Le Parti socialiste demande donc au gouvernement de prendre la mesure de la situation et de l'impopularité de sa politique.
Dans cette conjoncture, il sera favorable à toutes les initiatives qui pousseront le gouvernement à renoncer à ses projets.

Le Bureau national.



Le gouvernement Juppé aura donc réussi l'exploit de mettre en quelques jours des centaines de milliers de Français dans la rue : des fonctionnaires aux étudiants, des assurés sociaux aux cheminots sans oublier les femmes. Mais son succès ne s'arrête pas là : la multiplication des grèves dans le secteur public est en passe de se généraliser et de bloquer une grande partie de l'activité du pays. Non content d'un tel bilan, il pousse le zèle jusqu'à recourir aux ordonnances et priver ainsi le Parlement et donc les citoyens du débat auquel il pouvait prétendre.

Mais le pouvoir aura dans le même temps mis l'économie en panne.

L'INSEE nous révèle en effet que la richesse nationale ne progresse plus qu'au rythme de 0,2 % depuis deux trimestres consécutifs. C'est-à-dire que depuis le milieu de l'année 1995, date de l'élection de Jacques Chirac, la machine économique s'est grippée. D'abord la production industrielle a diminué de 1,2 % au 2e trimestre et a continué de régresser de 0,1% au 3e trimestre. Puis la consommation s'est mise, elle aussi, à baisser à partir du 3e trimestre pour finir par s'effondrer en octobre (-4,4 %). Enfin, l'investissement s'est mis à stagner, privant l'économie de toute perspective de reprise.

Ainsi, les décisions du gouvernement Juppé depuis 6 mois auront-elles provoqué, notamment à cause des prélèvements sur les ménages, une quasi paralysie de l'activité avant même d'ailleurs que la crise sociale d'aujourd'hui ne fasse connaître ses effets. Le plan Juppé sur la Sécurité sociale intervient donc dans un contexte de ralentissement conjoncturel. Et tout laisse penser que dans le meilleur des cas la croissance ne dépassera pas 2 % en 1996 (contre 2,8 % prévus par le gouvernement) et pourrait même tomber à 1 %. La panne serait alors durable et aurait des conséquences fâcheuses pour les finances publiques puisque les rentrées d'impôts et de cotisations seraient beaucoup plus faibles que prévu. Dès lors, le plan de réduction des déficits budgétaire et sociaux se trouverait contrarié et le chômage ne pourrait que confirmer la remontée enregistrée depuis 3 mois.

Le gouvernement aura réussi la gageure de mettre en panne à la fois l'économique, les relations sociales et le secteur public. A croire que ce n'est plus le véhicule qui est en cause mais la compétence du conducteur et le choix de sa destination.

François Hollande
Porte parole du PS

Notat bene

Lorsque j'étais lycéen, mes mercredis étaient consacrés aux versions latines que mon grand-père me faisait traduire en les parsemant de quelques mots de grec, d'hébreu, d'araméen ou de philosophie, langages qu'il disait connaître. Le plus souvent à bon droit ! Pendant longtemps, je n'ai pas cru ces exercices utiles à d'autres bonheurs que celui que prenait un vénérable normalien à m'inculquer les rudiments du savoir. Par la grâce d'un des principaux leaders du syndicalisme français, vingt ans après, je rends hommage à cet érudit polyglotte, puisque c'est mot à mot qu'il faut décrypter les déclarations de celle qui représente une organisation pour laquelle nous avons de l'estime. Ainsi "je ne m'attendais pas à ce qu'un Premier ministre de droite puisse dépasser le clivage gauche-droite" donne en bon français : "Je soutiens le plan d'Alain Juppé même s'il crée des impôts nouveaux qui frappent les plus pauvres et accorde de nouveaux avantages fiscaux aux plus riches". De même, "notre appréciation ne se fait pas en fonction de la couleur du Gouvernement" peut être librement restitué par : "1998, c'est bien loin. Pour le moment si c'est la droite qui est à l'Elysée et à Matignon, prenons garde de ne pas la mécontenter". Issu de la même veine "nous sommes du côté du changement, de la réforme d'où qu'elle vienne, si elle apporte une transformation juste" donne à peu près "La fin du paritarisme, où nous n'avions guère de positions dominantes, n'est pas une mauvaise chose. Même, si ma base est de gauche, je ne crois pas maladroit de devenir l'interlocutrice préférée d'un gouvernement de la droite. Tout mouvement -quand bien même serait-il régressif- n'est-il pas, du seul fait que les choses bougent, une réforme ?" Enfin "Je ne vois pas pourquoi nous n'approuverions pas les propositions intelligentes d'Alain Juppé" trouve une équivalence quasi littérale dans un curieux "Ne comptez pas sur moi pour dénoncer le gel et la fiscalisation des allocations familiales, la création de la retraite par capitalisation, les prélèvements sur les personnes âgées, les fonctionnaires et les plus démunis". Voici les propos d'une femme qui, il y a un an, demandait aux socialistes de ne pas se mêler des dossiers syndicaux. Aujourd'hui, nous devrions lui recommander, non pas tant de ne plus faire de politique -car on ne voit pas au nom de quoi, sauf à nous fonder sur une bien vilaine réciprocité, nous lui adresserions cet oukaze- mais au moins de se rendre compte que plus d'un ministre de l'actuel gouvernement murmure entre ses dents : Notat bene.

Marc-Antoine Muret.

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - PHOTO : Pascal Lebrun (78.53) - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61)- ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78-57) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PCE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - Ce numéro a été tiré à 113 500 exemplaires.

3 QUESTIONS

GUY LE NEOUANNIC Secrétaire général de la FEN et Secrétaire général de l'Union des Fédérations des fonctionnaires UNSA.

En tant que Fédération de fonctionnaires, qu'est-ce qui vous fait descendre aujourd'hui dans la rue ?

Précisons tout d'abord que l'Union des Fédérations de fonctionnaires UNSA, qui regroupe la FEN et la FGAF, est la première organisation syndicale de la Fonction publique de l'Etat, ce qui lui confère des responsabilités particulières. Depuis la fin de l'été, le gouvernement a multiplié les provocations en direction des fonctionnaires et des services publics. Ce fut l'annonce du blocage des rémunérations pour 1996, quelques semaines à peine après avoir donné au ministre de la Fonction publique mandat de... négocier entre autres les salaires !

Il a ensuite élaboré dans le plus grand secret un plan de réforme où, malgré nos avertissements, étaient mêlées les mesures concernant la réforme d'ensemble de la protection sociale et la question des régimes spéciaux de retraite. Deux choses qui n'ont rien à voir. Ce ne sont pas les retraites des fonctionnaires qui creusent le trou de l'assurance maladie.

Les annonces d'un régime universel d'assurance maladie, de l'élargissement du financement à tous les revenus notamment à la valeur ajoutée des entreprises, de la maîtrise médicalisée des dépenses de santé, par exemple, correspondaient à nos demandes... sous réserve de vérifier leurs appliquations. Car pour l'instant, la seule chose qui soit certaine c'est l'augmentation des cotisations.

Il aurait été souhaitable de prouver que l'on voulait faire une réforme équitable en commençant par mettre en place la réforme fiscale et une vraie politique de maîtrise des dépenses et d'en mesurer les effets avant de décider d'alourdir les prélèvements. La mise en place du RDS (Remboursement de la Dette Sociale) et les nouvelles retenues sociales que celui-ci implique va peser sur les salariés et aura des conséquences sur la consommation et donc sur l'emploi.

Les agents de l'Etat et des services publics sont aussi des travailleurs, des citoyens comme les autres et ils n'ont pas de leçon de solidarité à recevoir des tenants du libéralisme et de la pensée unique.

Comme tout le monde, ils subiront les prélèvements qui ont été décidés. En plus on contraint leurs salaires (manière vicieuse de remettre en cause les acquis arrachés dans les négociations) et maintenant on veut démembrer leurs systèmes de retraites, et de fait remettre en cause le statut général de la Fonction publique. Trop c'est trop ! Citoyens oui, vaches à lait non !

Cette attaque contre nos systèmes de retraites est en plus un non-sens économique car plus on incite les fonctionnaires à prolonger leur activité plus ils coûtent cher lorsqu'ils sont en activité et, au bout, on leur paiera les mêmes retraites. Une stupidité sociale car cela va compromettre le recrutement de 200 à 300.000 jeunes. Au moment où les universités sont en crise, bonjour les dégâts ! Une aberration politique car en globalisant les deux questions le gouvernement risque de ne laisser d'autre choix que de globaliser les oppositions à sa politique.

Le contexte syndical est complexe (24 - 28 novembre). Pourquoi l'UNSA n'a-t-elle pas appelé aux deux mobilisations ?

En raison de la dissociation que nous faisons entre les deux dossiers. Dès le 15 novembre, nous avons pris l'initiative de réunir les sept fédérations de fonctionnaires qui ont décidé de riposter : pour le service public, pour le statut, pour les retraites, par une grève avec manifestations le 24 novembre. La CGT a décidé de se rallier à cette date en s'inscrivant dans la globalisation du "Plan Juppé". C'est une sorte d'hommage à notre initiative, mais hommage qui a troublé le message initial. La grève interprofessionnelle du 28 novembre, décidée par FO, rejointe par la CGT, portait sur le retrait du "Plan Juppé" dans sa globalité. Ce n'est pas, à cette heure, notre position, nous n'avons pas appelé à cette action. La clarté et la responsabilité sont impératives dans un contexte social difficile.

Le blocage reste total. Qu'envisagez-vous maintenant ?

Aujourd'hui, le gouvernement s'entête. Le conflit se durcit chez les cheminots, conflit centré sur les retraites et le contrat de plan à la SNCF, conflit dans lequel nos camarades de la Fédération Maîtrise et Cadres SNCF sont totalement engagés. Les actions se développent avec la même vigueur à la RATP. La Fédération Autonome des Transports, membre de l'UNSA, en est partie prenante.

La FEN et ses syndicats nationaux, majoritaires dans l'ensemble de l'enseignement supérieur, soutiennent les revendications des étudiants et des personnels et ont appelé à la manifestation du 30 novembre. Face à des situations injustes, à des blocages incompréhensibles, à des menaces lourdes de conséquences pour l'avenir, le syndicalisme joue sa crédibilité. L'UFF-UNSA a pris l'initiative d'une réunion des sept fédérations de fonctionnaires et l'UNSA vient de proposer à ses partenaires le principe d'une manifestation nationale pour les services publics, pour le statut, pour les retraites et pour l'emploi.

Propos recueillis par M. B.

LA RUE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Des impôts en plus, des salaires gelés, des retraites plus tardives, des universités sans moyens... et il faudrait que les Français soient optimistes et confiants ! Le gouvernement leur présente facture sur facture, hier la hausse de la TVA, aujourd'hui la majoration de la CSG rebaptisée RDS, demain la suppression de l'abattement de 20 % et il faudrait qu'ils aient le cœur à dépenser et à se ruer dans les magasins pour consommer. Et quand experts et chefs d'entreprise s'inquiètent du ralentissement de l'activité, le porte-parole du gouvernement ironise sur "les modes intellectuelles". Trop, c'est trop.

Puisque le gouvernement ne veut pas les entendre, étudiants, fonctionnaires, cheminots manifestent. On disait les syndicats moribonds et divisés, la brutalité du pouvoir les a réveillés et si elle divise la CFDT elle rapproche tous les autres, y compris FO et la CGT qui n'avaient pas manifesté ensemble depuis la scission... en 1949. Le gouvernement ne peut pas reculer sans se déconsidérer ; étudiants, fonctionnaires, cheminots... ne peuvent pas céder sans compromettre leur avenir. La survie d'un pouvoir contre l'avenir de millions de Français. Alain Juppé a tout à perdre, les Français jugent qu'à trop donner, ils ont beaucoup perdu. Et puisque les urnes n'ont, finalement, rien changé, ils n'ont d'autre choix que de descendre dans la rue pour imposer le changement.

> **"Demain, le mouvement pourrait bien s'élargir et se transformer en une vaste mobilisation pour une hausse des salaires"**

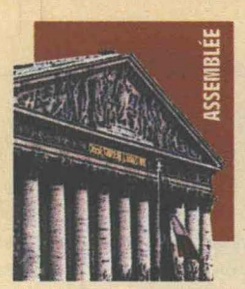
En lançant la réforme de la Sécurité sociale, Alain Juppé n'ignorait pas qu'il susciterait de violentes réactions. Mais il escomptait une victoire rapide qui, après des mois d'indécision, aurait assis son autorité. Le voilà menacé d'enlisement et l'activité de paralysie.

Du coup, l'enjeu dépasse la seule personne du Premier ministre pour toucher à l'objectif fixé par le président Chirac de réduction des déficits. Si la croissance n'est pas au rendez-vous, loin de se réduire, les déficits se creuseront. Et il faudra tout reprendre à zéro, demander aux Français de nouveaux efforts, c'est-à-dire de nouvelles hausses d'impôts.

Les Français qui manifestent, ceux, plus nombreux encore, qui "comprennent" les manifestants ne veulent pas de troisième fois. Avec Balladur, ils ont déjà payé de la CSG en plus pour réduire le déficit de la Sécurité sociale ; il est toujours là. De plus, il avait annoncé le retour de la croissance et les Français commencent à s'apercevoir que ce ne fut qu'un mirage. Juppé aurait dû se méfier : chat échaudé craint l'eau froide. Et les Français ont été échaudés par la politique de Balladur et la vire-volte de Chirac. Alors ils refusent la douche Juppé.

La croissance n'est pas menacée par la grève des transports. Elle a été cassée par la politique Balladur-Juppé. Et la seule façon de la relancer, ce n'est ni d'aggraver les ponctions fiscales ni de porter atteinte aux retraites, mais de redonner du pouvoir d'achat aux Français. Les syndicats se sont mobilisés contre l'austérité. Demain, le mouvement pourrait bien s'élargir et se transformer en une vaste mobilisation pour une hausse des salaires. Ce serait justice pour des millions de travailleurs et une vraie chance pour la consommation et donc pour la croissance et l'emploi.

André Gauron



ALAIN RODET (Haute-Vienne), JEAN-PIERRE BALLIGAND (Aisne), AUGUSTIN BONREPAUX (Ariège), MARTIN MALVY (Lot), DIDIER MIGAUD (Isère), membres socialistes de la commission des Finances.

COMMERCE ET ARTISANAT :

Double langage et contradictions du gouvernement

Au moment où le gouvernement affiche publiquement un "plan PME", il présente en commission des Finances de l'Assemblée nationale un nouveau prélèvement qui rend peu crédible ses déclarations publiques sur le soutien au petit commerce et à l'artisanat.
Dans le cadre de l'examen du projet de loi de Finances rectificatives pour 1995, les députés socialistes dénoncent en effet le prélèvement de 680 millions de francs au profit de l'Etat, provenant de la taxe sur les grandes surfaces déposée par l'ORGANIC (la caisse de retraite des commerçants et artisans) auprès de la Caisse des dépôts et consignations.
Cette ponction porte gravement atteinte au régime de solidarité mis en place au bénéfice des commerçants et artisans âgés et des actions de revitalisation du commerce et de l'artisanat des centres-villes et des bourgs ruraux.

Une élection étrange à Radio France

Le choix du nouveau Pdg de Radio France revêtait une importance considérable pour l'autorité de régulation -première nomination à intervenir depuis l'élection présidentielle-, et pour l'avenir de la radio publique en France -le groupe audiovisuel Radio France constitue aussi une entreprise culturelle originale, au fort rayonnement régional.La tâche pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel n'en était que plus difficile et c'est pourquoi il aurait été plus satisfaisant que l'autorité régulatrice se tienne jusqu'au bout à la procédure qu'elle s'était elle-même fixée. Et si le choix parmi les neuf candidats en lice s'était avéré réellement infructueux, il suffisait d'engager un nouvel appel à candidatures, plutôt que de faire surgir, comme d'un chapeau... un non-candidat et d'encourir le soupçon d'une manœuvre politique.

Un tel faux pas risque, une fois de plus, d'attiser des polémiques inutiles sur le pouvoir de nomination du CSA, qui est pourtant indispensable à l'indépendance de l'audiovisuel public. Il importe de combattre le retour du refoulé d'une partie de la droite, nostalgique du monopole et des nominations en Conseil des ministres.

Cette décision du CSA est déterminante pour l'avenir de la radio publique. Le souhait affiché par le nouveau président de maintenir l'intégralité de cette société audiovisuelle dans l'orbite publique rassurera certainement tous ceux qui craignaient qu'il n'ait que peu changé depuis l'époque où il organisait la privatisation brutale de la première chaîne de télévision française !

Les députés socialistes mettront tout en œuvre pour éviter l'application, à Radio France, des funestes projets de certains députés de droite qui proposent, comme gage à la modernité, la filialisation, voire la cession de certaines de ses activités concurrentielles, après le rattachement administratif des programmes et services musicaux au ministère de la Culture, toutes mesures qui n'ont d'autres buts que de satisfaire des capitaux privés ou bien de gonfler optiquement le budget de la culture pour qu'il atteigne péniblement le 1% dont il s'est malheureusement éloigné.

La nomination de Monsieur Boyon ne saurait être le prélude à une quelconque mise au pas portant atteinte à l'unité du groupe Radio France.

Didier Mathus, député de Saône-et-Loire, responsable des questions audiovisuelles pour le groupe socialiste

QUESTIONS AU PREMIER MINISTRE

HENRI EMMANUELLI, député et président du Conseil général des Landes

Des mouvements sociaux nombreux et importants dont nous partageons les motivations et les objectifs ébranlent la société française. Après les étudiants à la recherche de moyens d'études décents, les fonctionnaires inutilement et répétitivement malmenés et désignés à la vindicte des autres catégories de salariés, les femmes inquiètes sur la pérennité de leurs droits, le chômage et les inégalités dont elles sont plus particulièrement les victimes, ce sont les cheminots eux aussi inquiets de leur avenir et de la perspective d'un contrat de plan très ambigu et provocateur qui démarrent leur mouvement.

Face à ces troubles sociaux, une question se pose qui est celle de l'attitude du gouvernement. Le pacte républicain ne saurait être réduit à sa dimension strictement politique : le contrat social sur lequel il repose implique aussi que soient réunis les moyens et les conditions d'un dialogue social permanent respectueux de l'action syndicale.

C'est pourquoi je vous demande ce que sera l'attitude du gouvernement : comptez-vous jouer le pourrissement, comme semble le penser le président de la République qui explique dans un hebdomadaire américain qu'il souhaite se déterminer sans tenir compte de l'opinion publique ?

Comptez-vous passer en force, comme semble le penser M. le ministre des Affaires sociales qui précise que les manifestations de rue ne changeront rien ou comptez-vous ouvrir le dialogue, la discussion, la négociation ?

CENSURER LE GOUVERNEMENT

Après en avoir averti Lionel Jospin et consulté l'ensemble des alliés de la gauche parlementaire, le président du groupe socialiste Laurent Fabius a annoncé mercredi soir que le PS déposerait une motion de censure en fin de semaine pour dénoncer la politique du Gouvernement, l'injustice du plan social d'Alain Juppé et le désintérêt de la droite pour le service public et les universités. «Dans la conjoncture actuelle, je pense qu'il est devenu normal que nous proposions une censure» a-t-il notamment déclaré.



ROBERT BADINTER, sénateur des Hauts-de-Seine, sur le budget de la justice

Tout garde des Sceaux sait bien que l'emprisonnement est un mal, nécessaire peut-être, mais un mal par ses conséquences : désocialisation, destruction des liens familiaux, perte de l'emploi, récidive.
Il a aussi un coût budgétaire extraordinairement élevé.
Dans le "programme 13 000", hors programme de sûreté, il a représenté 340 000 francs par place. La prison doit donc être autant que possible limitée à l'indispensable.
L'inflation judiciaire a été maîtrisée en son temps. Comme le montre l'excellent ouvrage du professeur Perraud sur les institutions judiciaires en 1990, les tribunaux de grande instance traitaient plus d'affaires qu'ils n'en recevaient, les tribunaux d'instance avaient fortement accru leur activité en cinq ans, alors que les cours d'appel rendaient autant de jugements qu'elles recevaient d'affaires nouvelles.
Comment avait-on obtenu ce résultat ? En recrutant des personnels et en améliorant les méthodes. Voilà comment les choses doivent être faites !
J'ajoute que notre société hyper-régulée ne peut espérer faire de l'institution judiciaire le lieu unique de résolution des conflits.
Autant la justice doit être la gardienne de la légalité, autant il est nécessaire de prévenir ou de traiter autant que possible en amont les conflits, par la voie de la conciliation, de l'arbitrage ou de la médiation, dans le cadre associatif, socio-professionnel ou syndical.
Faute d'une vision à propos de l'action en milieu ouvert, de la prévention de la délinquance et de la protection de la jeunesse, faute d'une humanité perceptible dans ce budget, le groupe socialiste ne le votera pas !

RAPPORT SUR L'AVENIR DE LA PROTECTION SOCIALE ADOPTÉ PAR LE BUREAU NATIONAL DU PS

Protection sociale pour tous

La Sécurité sociale, c'est le droit à la retraite, le droit aux soins pour tous, la protection face aux grands risques de la vie. N'oublions pas qu'avant 1945 la maladie d'un enfant dans une famille, le vieillissement d'un parent étaient le plus souvent, et à juste titre, vécus comme un drame, une fatalité, et synonyme de misère. A la croisée de l'assurance collective et de la solidarité, la conquête qu'a représentée la Sécurité sociale à la Libération ne correspond pas simplement à un choix politique mais aussi, et peut-être surtout, à un choix culturel et de société. Elle participe d'une conception solidaire de la vie en collectivité. Gage de cohésion sociale et de solidarité entre générations, elle est aussi la résultante de nombreuses luttes collectives menées au cours des XIXe et XXe siècles et le produit du combat mené par le Conseil National de la Résistance, qui a élaboré la sécurité sociale que nous connaissons depuis 1945. Une politique de protection sociale, dont la Sécurité sociale est le pivot, ne peut se réduire à sa dimension financière. Ses enjeux majeurs sont, en effet, la préservation et le développement des valeurs fondatrices de la Sécurité sociale française : la solidarité, nationale et professionnelle ; la mutualisation des risques ; la répartition. Cependant, la lutte contre les déficits, qui minent aujourd'hui cet irremplaçable édifice, constitue aussi une exigence sociale. Ne serait-ce que pour écarter toute logique de privatisation. L'objet de ce document est d'évaluer la situation actuelle et de présenter, dans un contexte marqué par le projet de réforme annoncé par le gouvernement Juppé, les propositions du Parti socialiste.





LE CONSTAT

UNE PROTECTION SOCIALE DE MOINS EN MOINS ÉGALITAIRE

Les insuffisances du système de santé

Notre système de santé coûte de plus en plus cher alors que le niveau de remboursement des soins nous place au 16e rang des pays développés comparables et que les inégalités ont tendance à s'accroître (71 % de taux de couverture maladie en France contre 85 % en moyenne en Europe).

- notre pays connaît actuellement environ 600 000 exclus de toute couverture maladie ;
- une personne sur cinq renonce à certains soins pour des raisons financières (soins dentaires, lunettes, analyses de laboratoire) ;
- la recrudescence de la tuberculose inquiète ;
- l'espérance de vie est différente selon les régions et les catégories sociales ;
- il existe une disparité d'espérance de vie de plus de 9 ans entre un ouvrier et un cadre supérieur ;
- on dépense beaucoup moins en Normandie qu'en Languedoc-Roussillon ;
- La France ne figure qu'au 12e rang des pays de l'OCDE pour la mortalité périnatale, elle est très en retard en matière de prévention. Il y a de forts besoins, non couverts, de médecins dans les écoles, les entreprises, les prisons.

Paradoxalement, on assiste, cette année, à une nouvelle explosion de certains postes de dépenses : ainsi les honoraires médicaux, qui ont augmenté de 5,5 % au lieu des 2,9 % prévus, et le médicament, avec une hausse de 8,5 % au lieu de 3,4 % affichés.

Au total, le "rapport qualité-prix" de la santé et de l'assurance maladie s'est sensiblement détérioré en France.

Des retraites menacées

Le vieillissement démographique se traduit par l'augmentation du nombre de retraités (11 millions en 95) et la réduction des effectifs cotisants, dans l'ensemble des régimes d'assurance vieillesse, cette évolution étant liée à des facteurs structurels, dont l'allongement de l'espérance de vie, d'ailleurs inégal selon les catégories sociales.

Dès lors, la situation du régime général, mais aussi celle des régimes spéciaux et des régimes complémentaires, est particulièrement préoccupante. Avec la réforme intervenue en 1993, dont plusieurs aspects aggravent les inégalités devant la retraite, l'assurance vieillesse n'est pas préparée à franchir, dans de bonnes conditions, la "marche démographique" qui se profile à l'horizon 2005-2010.

Une politique familiale lacunaire

La politique familiale ne peut se résumer au seul versement de prestations familiales. Une grande politique de la famille repose d'abord sur des choix économiques fondés sur la priorité de l'emploi. Elle suppose aussi une politique active d'équipements collectifs et culturels, tant en milieu urbain et suburbain qu'en milieu rural.

Force est de constater que les choix effectués actuellement ne favorisent pas une politique familiale dynamique.

A ces carences il faut ajouter les profondes inégalités de la politique de prestations familiales.

Par exemple et à un niveau de revenu comparable, un couple marié avec 3 enfants à charge perçoit plus de 80 000 F annuels contre à peine 20 000 F pour une personne seule avec 1 enfant à charge.

Symétriquement, l'ouvrier payé au SMIC et le patron reçoivent les mêmes allocations familiales.

UNE DÉRIVE FINANCIÈRE SANS PRÉCÉDENT

La situation avant 1995

Depuis 1993, le déficit du régime général a atteint 180 milliards de francs sur trois exercices, ce chiffre ayant d'ailleurs toute chance d'être dépassé.

Or, à la fin de 1992, le déficit cumulé ne dépassait pas 50 milliards. Ainsi, les trois années de gestion des gouvernements de droite auront généré un besoin de financement quatre fois et demie supérieur à celui des trois derniers exercices assurés par la gauche[1], ceci en dépit d'une certaine reprise économique dans la dernière période (cf tableau).

1995 et 1996

La situation est aujourd'hui tout à fait critique :

- près de 64,5 milliards de déficit pour le régime général en 1995, dont 36,5 pour la seule assurance maladie, selon les chiffres officiels, soit six fois plus qu'en 1992 ;
- les prévisions pour 1996, sur lesquelles se fonde le plan Juppé, soit un déséquilibre de 60 milliards, reposent sur une hypothèse de recettes optimiste ;
- enfin, toutes les branches se trouvent désormais dans le rouge, y compris la famille, pour la première fois déficitaire en 1994, qui s'achemine, en 1995, vers une impasse de 13 milliards.

(1) Rappelons que le gouvernement Balladur a effacé le déficit cumulé fin 1993 (soit 110 milliards dont 56,6 pour la seule année 93), en faisant souscrire un emprunt de 110 milliards par l'Etat pour le compte de la Sécurité sociale.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Les causes structurelles

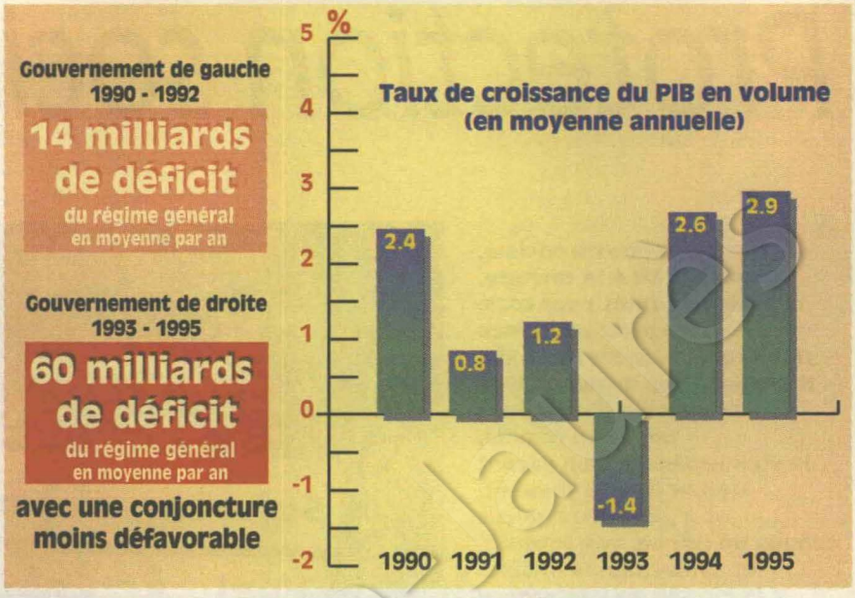
- 3 millions de chômeurs génèrent environ 150 milliards de manque à gagner annuel pour le régime général ;
- la trop lente progression de la masse salariale globale également : 1 point de masse salariale globale supplémentaire équivaut à 8 milliards de recettes supplémentaires pour la Sécurité sociale ;
- la montée de la précarité suscite également des dépenses importantes, sans cotisations correspondantes, créant un "effet de ciseaux" avec l'érosion des recettes.
- le vieillissement et le progrès médical, facteurs positifs à maints égards, mais nécessairement coûteux.

Les effets aggravants des erreurs de la droite

Le gouvernement Balladur a décidé, au printemps 93, une ponction de l'ordre de 80 milliards de francs, au détriment des assurés sociaux, des salariés et des retraités :

- par une majoration de 1,3 point de la CSG sans baisse des cotisations ;
- par une augmentation substantielle du forfait hospitalier et une réduction du taux de couverture maladie ;
- par la non-revalorisation des retraites et des minima de pension ;
- par la création d'exonérations de charges imputées à la Sécurité sociale peu ou pas compensées par le budget de l'Etat.

Ces mesures ont pesé sur la demande et la consommation, aggravant la récession et tarissant ainsi encore davantage les rentrées de cotisations. Le gouvernement Juppé a prolongé les erreurs du gouvernement Balladur en augmentant le taux normal de la TVA pour un montant de 55 milliards en année pleine. Parallèlement, dans l'esprit des déclarations de Jacques Chirac pendant la campagne électorale, la droite a fait preuve d'un réel laxisme à l'égard des professions de santé et des laboratoires pharmaceutiques.



LE PLAN JUPPÉ



LE PS S'OPPOSE AUX PRÉLÈVEMENTS MASSIFS ET SOCIALEMENT INJUSTES

Des mesures socialement injustes

Le nouvel impôt pèsera d'abord sur les Français les plus fragiles. Et pour la première fois, on frappera les chômeurs, pour 25 % d'entre eux.

De façon classique, ce sont aussi les salariés qui payeront le plus lourd tribut à ce plan. On peut y ajouter les personnes âgées dépendantes et leurs familles puisque l'allocation autonomie est remise aux calendes (début 97 en principe!). Enfin, M. Juppé n'oublie pas de stigmatiser les fonctionnaires, dont la durée de cotisation pour la retraite est allongée alors qu'ils connaissent des problèmes spécifiques. Il s'agit même d'une forme d'acharnement puisque les agents de la fonction publique sont également victimes d'un gel de leur pouvoir d'achat, et que le gouvernement se refuse pour l'instant à intégrer les primes et les heures supplémentaires dans le calcul des pensions de retraite des fonctionnaires.

En revanche, l'effort demandé aux entreprises reste marginal, limité à la taxation de certains contrats de prévoyance : une nouvelle fois le déséquilibre avec les assurés sociaux est patent.

Le Parti socialiste s'oppose naturellement, dans le domaine de la famille, au gel des prestations familiales en 1996 et à leur fiscalisation en 1997. Cette dernière mesure va pénaliser de nombreuses familles : elle risque notamment de rendre imposables 300 à 600 000 personnes supplémentaires, avec toutes les conséquences qu'un tel changement peut entraîner en matière de suppression d'avantages et d'exonérations (taxe d'habitation, allocation logement, etc.)

En matière de retraite, il convient de dénoncer l'incitation à l'épargne retraite. Sans doute, si l'on prend un individu qui se pose légitimement des questions sur sa retraite par répartition, est-il séduisant d'imaginer qu'il va compléter sa retraite par une cotisation à un fonds de capitalisation. Mais si l'on envisage les choses au niveau de la collectivité nationale, étant donnée la situation des régimes par répartition, il est clair que tout l'argent qui sera consacré à la capitalisation sera prélevé sur l'épargne disponible pour la répartition. Il faut refuser cet engrenage qui conduit à la capitalisation, c'est-à-dire à l'inégalité devant le risque vieillesse.

Dans le secteur de la santé, si la diète imposée de façon uniforme aux hôpitaux publics se confirme, il est une nouvelle fois clair que l'offre libérale est traitée avec plus de ménagement : ainsi, rien de précis pour l'instant n'est défini sur l'encadrement financier des dépenses de médecine et de médicament, alors qu'il s'agit là des deux postes dont la dérive est la plus manifeste.

Des prélèvements qui vont freiner davantage l'activité

D'abord, le gouvernement charge manifestement la barque de la dette. Il chiffre celle-ci à 250 milliards et y inclut les 110 milliards déjà remboursés par les Français depuis 1993. C'est en soi très choquant. Le reste, c'est-à- dire 140 milliards,

Archives Communistes

dépasse les déficits cumulés de 1994 à 1995.

Il s'agit en fait d'inclure une partie des déficits 96 ! Comme si le gouvernement doutait de sa capacité à maîtriser les dépenses : on "prend de la marge" avec une étonnante désinvolture, tout en prenant le risque de freiner encore davantage l'activité à l'heure où la consommation connaît un grand recul, où la croissance s'affaiblit, où la production stagne, où le chômage remonte à nouveau.

Une fois de plus le diagnostic est erroné : ce n'est pas l'offre qui est insuffisante mais la demande qui est bridée par la politique gouvernementale.

Au total, ces prélèvements ajoutés au gel et à la fiscalisation des prestations familiales atteindront une quarantaine de milliards par an.

LE PS EST SCEPTIQUE SUR LA VOLONTÉ EFFECTIVE DE MAÎTRISER LES DÉPENSES

Le plan Juppé, dans ses déclarations d'intention, s'inspire de l'action des gouvernements de gauche en matière de maîtrise de dépenses. La droite découvre la maîtrise médicalisée : elle prétend adorer aujourd'hui ce qu'elle brûlait hier.

On peut rester sceptique sur sa volonté de maîtriser les dépenses quand on se rappelle le discours électoral de Jacques Chirac au printemps dernier.

Il est cocasse d'entendre la droite dire qu'elle va appliquer ou accélérer des dispositions comme le carnet de santé ou le codage des actes, alors que les textes, notamment la loi Teulade, les prévoyaient depuis près de 3 ans, et qu'elle en a saboté l'application.

Ainsi, toutes ses intentions devront être jugées à l'aune de leur réalisation, rien ne garantissant, dans la procédure des ordonnances, que le détail des mesures, singulièrement pour ce qui concerne l'indispensable maîtrise de l'offre des soins libérale et la coordination des soins, correspondra aux intentions affichées.

D'autres sont marquées par une grande improvisation, notamment dans le secteur de l'hôpital public, avec par exemple la remise en cause de la responsabilité des maires.

La maîtrise des dépenses de santé doit procéder d'une véritable action sur l'offre de soins et non se résumer à une simple démarche comptable.

LE PS S'INQUIÈTE D'UN RISQUE D'ÉTATISATION ET DE CENTRALISATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les socialistes souscrivent au principe d'associer le Parlement à la définition globale de la politique de la protection sociale. Mais comment ne pas relever le paradoxe qui consiste à le court-circuiter par le biais des ordonnances ?

Comment ne pas s'interroger à la lecture du plan Juppé sur les risques d'étatisation et de centralisation de la gestion au détriment de la démocratie sociale ?

Les évolutions que nous connaissons depuis vingt ans demandent que le paritarisme social soit rénové et redéfini pour donner aux partenaires sociaux un rôle clair.

Ce qui frappe dans ce plan, c'est donc bien le net décalage entre ses deux volets :

- d'un côté, des prélèvements massifs et immédiats imposés aux ménages -près de 40 milliards en 96- y compris pour les bas salaires et les titulaires de revenus de remplacements, c'est-à-dire une partie des chômeurs, à seule fin d'éponger les déficits creusés par les gouvernements Balladur et Juppé ;
- de l'autre, le contenu et le calendrier très flous des mesures envisagées pour véritablement maîtriser l'offre de soins.

NOS PROPOSITIONS

Le Parti socialiste propose une approche radicalement différente de la Sécurité sociale, qui ne saurait se limiter aux seuls aspects financiers.

UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE SANTÉ

Dans la continuité de l'action des gouvernements de gauche et des propositions développées pendant la campagne présidentielle, le Parti socialiste se prononce clairement pour une politique de santé guidée par des impératifs d'égalité, de qualité et de sécurité, mais aussi de maîtrise de l'offre et de lutte contre les gaspillages.

l'égalité d'accès

L'égalité d'accès représente l'impératif numéro un. Parce que l'inégalité sociale et socio-professionnelle se cumule souvent avec l'inégalité géographique ou territoriale ; parce que la politique de déremboursement a éloigné des centaines de milliers d'assurés sociaux d'un accès véritable aux soins, en particulier en dentisterie, lunetterie. Il est inacceptable qu'en France des assurés sociaux puissent renoncer à se soigner pour des raisons financières. Qu'ils ne puissent plus espérer être couverts à 100 %, même en cotisant à une mutuelle.

La qualité et la sécurité des soins

La qualité et la sécurité redeviennent, à juste titre, des exigences de notre époque. Elles supposent une meilleure prévention sanitaire et une plus grande prise en compte des risques sanitaires (infections en milieu hospitalier, contre-indications de traitements médicamenteux, interventions chirurgicales inutiles).

Cette politique est indissociable pour des raisons sociales, d'une maîtrise des dépenses et par conséquent d'un contrôle de l'offre de soins. Les exemples étrangers, notamment en Allemagne et au Danemark, et la réussite incontestable des gouvernements socialistes dans certains secteurs professionnels (biologistes, kinésithérapeutes, infirmières) montrent que c'est à la fois souhaitable et possible.

Cette démarche passe par une triple exigence, dans l'esprit de la loi Teulade de janvier 1993 :

- définir des objectifs ;
- responsabiliser les acteurs et d'abord ceux qui offrent les soins ;
- sanctionner les dérapages et donc élaborer des instruments d'évaluation.

Pour être complète, cette volonté politique doit s'appuyer sur un renforcement du rôle du généraliste, qui doit devenir la véritable plaque tournante du système, et sur une véritable coordination des soins avec un carnet médical disposant d'un véritable contenu. Elle exige aussi une politique régulatrice du médicament.

Médicament

Conformément aux dispositions législatives qu'avaient proposées les gouvernements de gauche, il est possible, dans ce secteur, de concilier les impératifs économiques de l'assurance maladie et l'indispensable financement du progrès thérapeutique. Il s'agirait ainsi d'envisager des sanctions financières en cas de dépassement des objectifs, tout en favorisant le développement des produits génériques et, à terme, de fonder le remboursement sur le principe du meilleur rapport "qualité-prix" pour chaque famille de produit. Symétriquement, des moyens spécifiques, hors enveloppe, seraient alors dégagés pour les produits les plus innovants dont les prix, dépendants du marché international, sont nécessairement plus élevés.

Etablissements de soins

Le rationnement financier actuellement imposé aux hôpitaux est doublement néfaste. Il accentue les défauts du budget global qui, désormais, tend à figer les inégalités entre établissements bien dotés et les autres. Il empêche, en réalité, les véritables restructurations.

Or la grande loi hospitalière adoptée en 1991 prévoit les outils nécessaires en ce domai-

Fondation Jean-Jaurès

ne : une démarche concertée et locale de planification et d'adaptation des moyens, par le biais de schémas directeurs d'organisation sanitaire (SROSS) ; le développement indispensable des outils d'évaluation médicale (PMSI) ; le développement des partenariats (réseaux ville-hôpital, coopération inter-hospitalière). La mobilisation de ces dispositifs, aujourd'hui dénaturés, s'appuyant sur une véritable responsabilisation des acteurs hospitaliers (notamment les gestionnaires), permettra de conforter les performances du service public hospitalier et son statut de pôle d'excellence de la santé publique.

La même approche doit guider la politique conduite en direction des cliniques privées, dans le respect des spécificités de chaque secteur, étant entendu que, dans ce secteur comme dans d'autres, la lutte contre les gaspillages doit être conduite avec une particulière vigilance.

DES RETRAITES MIEUX GARANTIES

Compte tenu des difficultés rencontrées par les régimes de retraites, la réforme édictée par le gouvernement Balladur ne peut permettre d'assurer une réelle solidarité entre générations et au sein de la population des retraités. Elle a d'ailleurs accentué certaines dérives inégalitaires de l'assurance vieillesse.

C'est pourquoi, sans remettre en cause des équilibres fragiles, revaloriser les carrières les plus longues et pénibles apparaît justifié, dans la voie récemment ouverte par les partenaires sociaux, avec la possibilité d'un départ anticipé à taux plein pour 40 ans de cotisation.

Dans un esprit voisin, la nette amélioration des pensions de reversion s'impose aussi.

UNE POLITIQUE FAMILIALE COHÉRENTE

Une politique familiale ambitieuse doit être globale et s'étendre à différents domaines :

- l'emploi ;
- l'aménagement du temps de travail ;
- la politique des transports ;
- la politique de la ville ;
- les équipements collectifs et culturels ;
- l'aménagement du territoire ;
- la fiscalité.

Il nous faut donner un contenu concret à la notion si précieuse d'égalité. Aussi nous proposons d'instaurer une modulation des prestations familiales selon le niveau de ressources pour des raisons de justice sociale élémentaire, et de réorienter des prestations, notamment en direction d'une aide améliorée dès le premier enfant, aux ménages les plus modestes.

UN FINANCEMENT PLUS EFFICACE ET PLUS JUSTE

Le mode de financement actuel de la Sécurité sociale est financièrement défaillant, économiquement néfaste et socialement injuste. Au demeurant, ces défauts vont encore être accentués par le plan Juppé.



Le Parti socialiste préconise donc pour y remédier d'élargir et d'étendre le recours à la CSG. Il s'agit en effet de remplacer progressivement les cotisations assises sur les seuls salaires par un dispositif sollicitant tous les revenus et donc plus juste : c'était d'ailleurs la logique originelle de la CSG instaurée à la fin de l'année 1990. En 1993, elle a été détournée partiellement de son objet initial par le gouvernement Balladur qui s'en est servi uniquement comme masse d'appoint pour tenter de réduire le déficit.

Il faut revenir à l'idée initiale, tant pour des raisons de justice sociale que pour des motifs de priorité à l'emploi.

Ainsi conçu, le financement de la sécurité sociale doit permettre de concilier la réduction des inégalités, la recherche de ressources stables et dynamiques pour les régimes sociaux et une politique économique prioritairement tournée vers la lutte contre le chômage.

Conclusion

Aucune ambition pour la France n'est possible sans le souci absolu de préserver sa protection sociale. Ce n'est pas en cassant nos principes de solidarité ou les institutions de notre démocratie sociale, comme le projette la droite, que pourra être relevé ce formidable défi.

Aux remises en cause parfois insidieuses et aux ambiguïtés, le Parti socialiste entend opposer une vision cohérente de la protection sociale, fondée sur le respect et l'approfondissement de valeurs qui ont fait leurs preuves, mais aussi sur des instruments adaptés, qu'il s'agisse d'assurer son financement ou de parvenir à une véritable maîtrise négociée des dépenses de santé.

L'égalité des chances face aux risques sociaux, la solidarité des Français, passent par la clarté et la cohérence entre les objectifs affichés et les moyens de les mettre en œuvre.

La Sécurité sociale a été pour notre pays une grande conquête de cette deuxième moitié de XXe siècle. Nous avons besoin d'elle pour la France du XXIe siècle.

Rapport adopté par le BN (3 voix contre, 4 abstentions)

Le Carrefour laïque organise sa

PREMIÈRE MANIFESTATION SUR LA LOI DE 1905 SUR LA SÉPARATION DES EGLISES ET DE L'ETAT :

COLLOQUE

A la Sorbonne
le 16 décembre 1995
de 9h30 à 17h

Annoncé le 23 novembre par Bernard Borecki, président de la FCPE, mandaté pour en assurer le secrétariat, le Carrefour laïque prend le relais du Collectif du 16 janvier, qui s'était constitué après la manifestation contre la révision de la loi Falloux en janvier 1994.

Le Carrefour laïque est constitué autour d'une charte commune et regroupe actuellement une soixantaine d'organisations soucieuses de promouvoir les idéaux laïques, tant au sein de la société que de l'école. Ces idéaux sont une éthique de la liberté, de la responsabilité individuelle, de la diversité, et de l'égalité sociale. Ils impliquent les laïcs dans la lutte contre toutes les discriminations, les exclusions, les injustices et les inégalités. Tout en restant attachées à leurs propres conceptions de la laïcité, ces organisations considèrent que la laïcité est un principe constitutionnel et juridique dont le respect s'impose à toute institution ou service public, à tout organisme investi d'une mission de service public.

Objectifs du Carrefour laïque :

- Vigilance à l'égard de toute volonté d'atteinte à la laïcité.
- Confrontation des points de vue dans un but d'enrichissement de la réflexion et de la capacité d'initiative des organisations membres.
- Initiatives communes pour défendre et promouvoir la laïcité des institutions de la République dans le service public et dans tous les domaines de la vie sociale.

Les invitations sont à demander au secteur Education, Tél : 45 56 77 32.
DÉPARTEMENT DE L'ACTION SOCIALE - QUESTIONS DE SOCIETE - EDUCATION ET CULTURE

Le Parti socialiste est membre du Carrefour laïque, avec toutes les organisations suivantes :

ALEFPA, ALLIANCE DES FEMMES POUR LA DÉMOCRATIE, ANATEEP, ANCE, ANECR, APAJH, ATMF, CAEDEL, CEMEA, CFDT, CITOYENS SOLIDAIRES, CNAFAL, CRAP, CSF, DDEN, DEMOCRATIES, EEDD, EQUIPES ENSEIGNANTES, FAEN ET SES SYNDICATS, FCPE, LEO LAGRANGE, FEN ET SES SYNDICATS, FGAF, FIDL, FNACEM, FNESR, FOEVEN, FRANCAS, FSU ET SES SYNDICATS, FTCR (EX UTIT), GRANDE LOGE MIXTE DE FRANCE, GRANDE LOGE MIXTE UNIVERSELLE, ICEM, INITIATIVE REPUBLICAINE, JPA, LCR, LES VERTS, LIGUE FRANCAISE DE L'ENSEIGNEMENT, LIBRE PENSEE, LDH, MAE, MFPF, MJCF, MJS, MOCEN, MRAP, MRIFEN, MRJC, OCCE, PS, PCF, PEP, RADICAL, SGEN CFDT, SNCS, SOS SEXISME, SPEN, SUD PTT, UFAL, UNEF, UNEF-ID, UNL, UNSA.

Fondation Jean Jaurès



Femmes en colère

YVETTE ROUDY,
ancienne ministre aux Droits de la femme

UN GRAND ÉVÉNEMENT

Ce qui s'est passé samedi est un grand événement que les féministes attendaient depuis longtemps dans ce pays des droits de l'homme où, depuis quelques années, nous assistions, impuissantes, à la régression des droits des femmes.
Une régression qui remonte en fait -et il faut bien le reconnaître- au second septennat des socialistes qui ne voyaient plus l'utilité de faire figurer les droits des femmes parmi leurs priorités au motif "qu'il n'existait pas de mouvement social qui puisse le justifier". Aujourd'hui, le mouvement social est là, monté des profondeurs de la société. Il s'est exprimé par la voix de ces femmes qui n'ont ni syndicats, ni partis, ni élus pour les représenter, mais qui sont sorties spontanément, massivement ; filles et fils accompagnant nombreux celles qui se retrouvaient à 20 ans de distance contraintes de descendre dans la rue pour y défendre des droits qu'elles avaient cru, le temps d'un septennat, définitivement acquis.
Le gouvernement et les partis politiques vont devoir désormais tenir compte de cet événement s'ils ne veulent pas voir encore s'élargir la fracture sociale car, lorsque les droits des femmes sont atteints, c'est l'ensemble des droits de l'homme qui sont menacés.
L'absence des femmes des lieux de décision représente un dysfonctionnement grave de la démocratie que les chefs de partis devront prendre au sérieux car les femmes supporteront de moins en moins d'être dans les partis ces auxiliaires dociles que l'on accepte à condition qu'elles ne viennent rien déranger.
Faute d'être reconnues avec leur style propre, leur mode de vie, leurs valeurs, leur culture, c'est malheureusement dans la rue qu'elles sont contraintes de s'exprimer jusqu'au jour où elles seront dans l'obligation de créer leurs propres structures politiques. Faudra-t-il en arriver là ?

Yvette Roudy vient de sortir en librairie "Mais de quoi ont-ils peur ? Un vent de misogynie souffle sur la politique". Ed. Albin Michel, 89 F.

3 QUESTIONS

MARTINE DAVID, DÉPUTÉ DU RHÔNE

DROITS DES FEMMES : RIEN N'EST JAMAIS ACQUIS

Les femmes se mobilisent en grand nombre pour rappeler leurs droits. Leur inquiétude est-elle légitime ?

Malheureusement oui ! Depuis plusieurs années, on assiste à une montée en puissance des thèses réactionnaires sur la condition des femmes, en provenance de mouvements très organisés, souvent sur le "modèle" américain, soutenus par une myriade d'associations qui se disent "familiales", de mouvements intégristes, comme on a pu le voir dans l'émission d'Envoyé spécial "Les croisés de l'ordre moral". J'ai donc de sérieux motifs d'inquiétude. Notamment, à propos de l'égalité professionnelle dont les progrès tant en matière de responsabilité que de salaires se sont ralentis, voire stoppés depuis plusieurs années, alors que, parallèlement, les tentatives pour renvoyer les femmes "à la maison" se succèdent. A l'égard des conditions d'application du droit à l'IVG : manque de moyens des services, démobilisation d'une partie croissante du corps médical à laquelle s'ajoutent les commandos anti-IVG.

Alors, quelles solutions ?

Elles ne sont jamais simples, car les prises de conscience et les évolutions sociales sont lentes et progressives. Mais je crois que l'ampleur de la mobilisation constatée, samedi dernier à Paris, doit se confirmer. Il faut relancer le mouvement, concrètement. J'appelle en particulier de mes vœux un véritable bilan national, établi département par département, sur les conditions d'application de la loi sur l'IVG, afin de connaître avec précision les zones où l'IVG n'est plus un droit. Il faut par ailleurs revaloriser cette conquête de la femme aux yeux des médecins et soutenir les associations de conseil aux couples.

Vous dites que les femmes sont "une chance pour l'intégration" pourquoi ?

Il existe une grande diversité de problèmes auxquels sont confrontées les femmes. Je pense à deux exemples précis qui me paraissent traduire une progression sensible vers l'égalité femmes-hommes. J'ai constaté dans ma circonscription le rôle essentiel que tiennent les jeunes filles d'origine maghrébines dans l'intégration progressive de leur famille. Nombreuses sont celles qui prennent leur destin en main et c'est rassurant. Dans un autre domaine, je représente le groupe socialiste au sein du Comité d'Atlanta qui milite pour la participation accrue des athlètes féminines de tous les pays aux Jeux olympiques de 1996, car il est clair que le sport est aussi un formidable facteur de reconnaissance.

Propos recueillis par Bertrand Fort

Qui ne défend pas ses droits les perd

Malgré les grèves à la SNCF et les heures de route, plus de 40 000 personnes se sont retrouvées sous le soleil parisien, samedi 25 novembre, lors de la manifestation pour les droits des femmes organisée à l'initiative de la CADAC (coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception). Plus de 140 associations, partis politiques et syndicats s'étaient mobilisés, formant un cortège particulièrement joyeux, diversifié et iconoclaste, où l'on notait avec beaucoup de satisfaction que les hommes et les jeunes avaient fait leur le combat des femmes et des plus ancien(ne)s.

"Désintégrons les intégristes", "Juppé, t'es foutu, les pétasses sont dans la rue" ; les slogans ont largement débordé les mots d'ordre originaux de cette manifestation pour le droit à l'IVG, à l'emploi et pour l'égalité. Tous étaient là aussi pour réclamer ensemble la dignité, le respect et pour refuser le retour de l'ordre moral. Nos cris sont allés contre les intégristes religieux de tous poils et contre l'extrême droite, symbolisés par la présence de 150 personnes hostiles à l'IVG -et dont la contre-manifestation n'avait été ni autorisée... ni interdite par la Préfecture !

C'était la première fois depuis plus de quinze ans qu'une manifestation de ce genre avait lieu et sans doute celles et ceux qui s'étaient battus dans les années 70 avaient-ils un goût amer dans la bouche. En 1995, bien sûr beaucoup de choses ont évolué en France mais les commandos anti-IVG entravent les équipes médicales et culpabilisent les femmes qui veulent avorter. 5 000 femmes sont encore contraintes au voyage à l'étranger pour interrompre leur grossesse et d'autres meurent encore d'avoir recours à des méthodes que l'on croyait oubliées. Malgré les lois sur l'égalité professionnelle, les femmes sont précarisées et subissent de plein fouet la crise et le chômage. A travail égal, même si des efforts ont eu lieu, elles sont encore nombreuses à ne pas percevoir le même salaire que les hommes. On continue de "gadgétiser" les femmes au gouvernement, les considérant comme suffisamment représentatives pour faire joli sur la photo, mais pas assez compétentes quand les choses sérieuses commencent.

"Qui n'avance pas recule, qui ne défend pas ses droits les perd" me disait-on, il y a peu de temps. Les manifestants du 25 novembre ont rejoint ceux qui ont agité la semaine sociale et il y a fort à parier qu'il ne s'agit que du premier acte.

Sylvie Guillaume, Secrétaire nationale aux Droits des Femmes

Fondation Jean Jaurès

Le Conseil Général de l'Ariège

Direction de l'Aménagement
Service Agriculture et Espace Rural

RECRUTE

UN TECHNICIEN TERRITORIAL

par voie de mutation, détachement ou liste d'aptitude

MISSIONS - Il sera chargé de :

- la réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages et équipements assurant l'assainissement (stations-réseaux) ;
- l'évaluation des conditions de fonctionnement et le suivi de l'exploitation des unités d'épuration, afin de définir des consignes et apporter des conseils techniques pour les personnels ;
- l'élaboration des propositions techniques d'aménagements complémentaires pour améliorer l'exploitation ou l'efficacité des ouvrages ;
- la formation technique des préposés aux stations d'épuration des Collectivités locales.

PROFIL DU POSTE

Expérience dans des fonctions similaires souhaitées, aptitude au dialogue (conseil aux Collectivités, aptitude à la formation). Niveau BTS, connaissance micro-informatioque.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et d'une photo devront être adressées avant le 15 décembre 1995 à :
M. le Président du Conseil Général de l'Ariège
Hôtel du Département Direction des Ressources Internes BP 23- 09001 Foix cédex.
Renseignements sur le poste :
M. André Charry, Directeur. Tél : 61 02 09 95.

Ville de Dammartin-en-Goële

(Seine-et-Marne)

recrute
selon conditions statutaires
UN RÉDACTEUR (H/F)
pour assurer l'encadrement et la responsabilité du service finances-personnel.

- Expérience dans le type de poste exigée.
- Parfaite maîtrise du statut du personnel territorial et de la comptabilité communale (M11-M14).

Poste à pourvoir immédiatement.
Adressez les candidatures à :
Mme Le Maire - Hôtel de Ville - 77230 Dammartin-en-Goële.

VOUS VOULEZ ANNONCER

LE REFLEXE

Contactez Franck Accart
45 56 79 03
Vendredi

☞"De toi à moi"✍

E M P L O I

■ **Directeur de cabinet, ancien assistant parlement., élu et militant, cherche poste contractuel au nord de Paris, région Nord-Pas-de-Calais de préf. Tél : 27 82 73 26.**

■ **H 25 ans, DESS communication, politique et animation locales, maîtrise de Sciences politiques (Sorbonne), expérience coll. locales, cherche poste chargé de communication dans coll. locales, assistant parlementaire. Toutes régions. Tél : 43 43 28 08 (répondeur).**

■ **Ingénieur, traitement des eaux, 30 ans, 4 ans d'expérience en études et conseils en environnement, recherche poste en bureau d'études ou collectivité. Tél : 49 88 70 81.**

■ **Agde 34, infirmière libérale cherche remplaçante pour 10 jours par mois + congés. Complément de jours par autre cabinet. Tél : 67 21 42 75 (à partir de 13h et après de 20h).**

■ **H 31 ans, Diplôme management et communication culturels - maîtrise ciné et audiovisuel - BTS Régisseur ENAT du théâtre. Cherche emploi Paris et région. Tél : 42 23 38 30.**

■ **H 27 ans, DESS urbanisme et aménagement, Maîtrise économie publique, cherche emploi en collectivité territoriale, mobilité géographique. Tél : 80 52 60 23 (répondeur).**

■ **F 25 ans, cél. Maîtrise risques industriels : environnement, hygiène et sécurité des chantiers, traitement déchets. Exp. exercée à Dir. Rég. SNCF Centre. Recherche coll. territoriales : poste de coordinateur de chantier, traitement déchets, pollutions environnementales. Tél : 54 43 02 35.**

■ **H 50 ans, responsable entrepôt, cherche poste axé sur gestion. Région Nord (PME-PMI/Association). Ecrire B. Matton -25 rue J. Hentges -59200 Tourcoing.**

■ **Consultant ministère de l'Industrie effectue missions pour municipalités et comités d'entreprises confrontés aux conséquences sur l'emploi des mutations industrielles. Contacter Strateco emplois. Tél : (16-1) 42 24 78 26.**

Votre annonce de 5 lignes pour 200 F, 3 passages 500 F

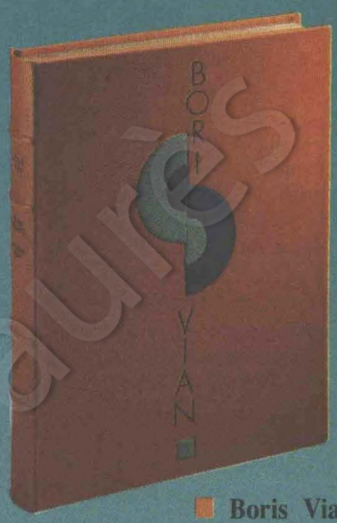
Retournez le texte de votre annonce en caractères d'imprimerie accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Vendredi

à Vendredi, service publicité, 10 rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07. Tél : 45 56 79 03

Écrivez ci-dessous votre texte : max. 245 signes

Boris Vian

Edition exceptionnelle des œuvres complètes



■ Boris Vian publie en 1946 **"J'irai cracher sur vos tombes"**. Les années suivantes, son œuvre romanesque s'épanouit avec des récits poétiques, humoristiques et tendres, dont **"L'Ecume des jours"**, *"l'histoire d'amour la plus poignante de notre temps"* (Raymond Queneau).

■ Comète fulgurante dans la littérature des années cinquante, Boris Vian s'avérait certes un écrivain majeur et inventait un nouveau langage. Le caractère universel de ses romans fait en effet de lui l'auteur le plus lu de nos jours.

■ **Edition numérotée à tirage limité,** 4 volumes reliés plein cuir, illustrés de 72 lithographies originales en couleur, créées par 6 artistes : Desclozeaux, J.M. Folon, Topor, André François, Milton Glaser, Lagarrigue.

POUR INFORMATION

Votre nom : .....
Votre prénom : .....
Votre adresse : .....
.....
Tél. personnel : .....
Tél. professionnel : .....

Retourner à :
MECENAS CONSEIL -
91 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.
Tél : 44 71 36 00
Fax : 47 41 36 29

Document Bibliothèque Jean-Jaurès

L'ACCORD SUR LA BOSNIE :

«Pas de quoi pavoiser»



PIERRE GUIDONI
Secrétaire national aux relations internationales

Penses-tu que l'accord de Dayton est un simple cessez-le- feu, lourd de nouveaux conflits ou qu'il peut signifier le retour à la paix en Bosnie ?

Pour les habitants de la Bosnie-Herzégovine, qui souffrent et subissent les conséquences d'une guerre atroce depuis près de quatre ans, c'est une bonne nouvelle et nous avons difficilement le droit de critiquer ceux à qui l'accord apparaît comme la fin d'un cauchemar. Un cessez-le-feu prolongé ce n'est pas très différent de la paix. Il reste qu'on peut s'interroger sur les conditions dans lesquelles cet accord est intervenu, sur les ambigüités qu'il recèle et sur ses chances d'être véritablement appliqué.

Conclu sous la pression des Etats-Unis, imposé aux protagonistes, plaçant les Européens devant le fait accompli, ce plan tel qu'il est présenté par Clinton paraît pavé de bonnes intentions. La question est de savoir s'il sera appuyé par une force suffisante pour les faire entrer dans la réalité. L'OTAN, avec des forces minimales, ne restera qu'un an. On peut douter que, dans l'état actuel, ce soit suffisant pour assurer le retour des réfugiés, la punition des criminels de guerre ou le rétablissement progressif de l'unité de la Bosnie. En fait, personne n'imagine que ces objectifs seront atteints. Une chose est claire : l'accord ne correspond en rien aux raisons pour lesquelles la communauté internationale s'est mobilisée depuis quatre ans, c'est-à-dire à la volonté de défendre et de conserver une Bosnie unitaire, multi-confessionnelle et pluri-ethnique. On est dans la logique du partage sur des bases ethniques, qui était précisément celles que les Américains -qui pour cette raison ont fait échouer les plans de paix successifs- refusaient depuis plusieurs années. Il n'y a donc pas lieu de se réjouir outre mesure de cet accord. En termes simples, on peut dire qu'il n'y a pas de quoi pavoiser. Et d'ailleurs, personne ne pavoise.

Cet accord est-il différent de celui que proposaient les Européens ?

Les Etats-Unis partent d'une situation plus claire, dans la mesure précisément où les regroupements de population -le «nettoyage ethnique»- sont à peu près terminés, et où les lignes de front correspondent en gros au schéma souhaité. On pouvait dire, avec un peu de cynisme, qu'il suffisait d'attendre que la réalité évolue pour l'enregistrer le moment venu. L'accord de Dayton (en fait, le plan américain), par rapport aux plans précédents, est différent à la marge, sur tel ou tel aspect pratique, ou sur tel ou tel détail des frontières et des cartes. Mais la logique qui sous-tend cet accord est bien celle de la séparation ethnique en trois entités : une entité serbe, une entité croate, sous les apparences de la fédération croato-musulmane dont tout le monde sait qu'elle ne fonctionne pas et qu'elle aura peu de chances de fonctionner à l'avenir, et enfin une entité résiduelle pour les musulmans de Bosnie. Comment ne pas penser que cette situation est lourde de périls et de conflits ? Et fallait-il vraiment 200.000 morts pour en arriver là ?

Est-ce que le partage ethnique était inévitable ?

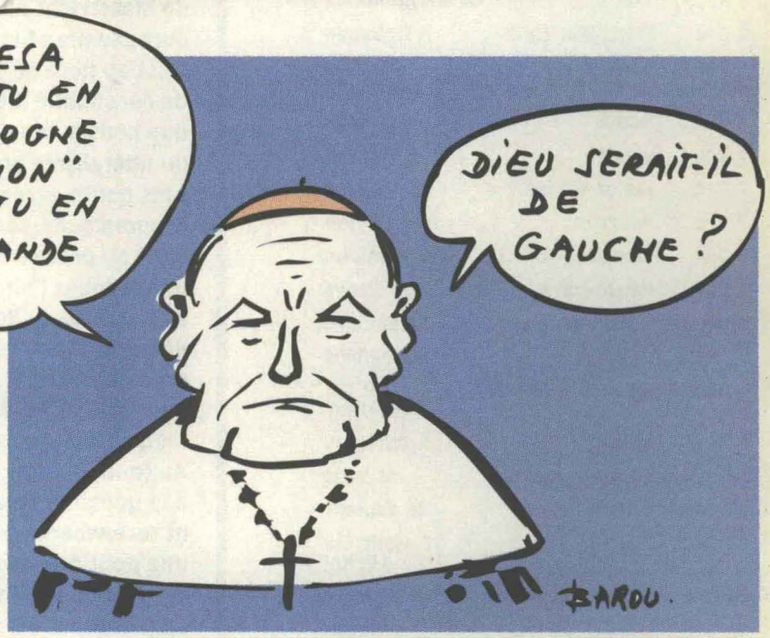
Nous sommes partis du principe qu'il fallait l'éviter. Sinon, on risquait de créer un précédent extrêmement dangereux non seulement pour l'ex-Yougoslavie, mais aussi pour le règlement des problèmes territoriaux qui peuvent se poser, en Europe ou ailleurs, dans cette fin de XXe siècle. Le fait est que la communauté internationale n'a pas pris les moyens militaires, diplomatiques, économiques qui permettaient de faire reculer l'agresseur et d'assurer la victoire du droit. Dans cette affaire, la France n'est pas la plus coupable. La responsabilité des Américains est probablement aussi importante dans la prolongation de la guerre que dans sa conclusion, étant entendu que, de bout en bout, leur préoccupation n'était pas l'avenir de la Bosnie, mais celui de l'OTAN et leur "leadership" en Europe. Il fallait prouver d'abord que rien de sérieux ne peut se faire sans l'OTAN ou hors de l'OTAN et ensuite qu'aucun problème ne se règle sans les Etats-Unis ou contre eux. Cette double démonstration est faite.

Quel jugement portes-tu sur l'action de Jacques Chirac et de son gouvernement dans l'affaire bosniaque ?

La vérité, même si c'est un peu triste à dire, c'est que je ne crois pas que l'agitation de ces derniers mois ait eu une influence décisive sur l'évolution du dossier. Avec tant d'efforts -sans oublier les soldats qui sont morts pour la paix- on est bien obligé de constater que ce que nous pensons, et disons, ne pèse pas lourd. Lorsque tout cela sera terminé, il faudra faire le bilan.

Propos recueillis par Serge Briand

Une Irlande en instance de divorce



Certes, elle est timide - 50,5 % à 9.163 voix près -, mais la victoire du oui au référendum qui proposait au peuple irlandais de retirer l'interdiction de divorcer inscrite depuis un demi-siècle dans sa constitution est une véritable révolution sociale et un coup porté à l'autorité ancestrale de l'Eglise. Une fois de plus, la communauté catholique irlandaise, toujours très influente sur la plus occidentale des îles britanniques, s'était mobilisée durant la campagne référendaire en faveur du non, soutenue par une intervention en couple mixte du pape Jean-Paul II et de mère Térésa. Ce sont finalement les Dublinois, moins conservateurs que les catholiques des zones rurales, qui firent la différence en se prononçant à plus des deux-tiers pour le droit à la "séparation". Les pauvres druides en tombèrent de leurs chênes...

Nouvelle bataille

C'est une nouvelle bataille remportée par les vingt-deux femmes députés de la République irlandaise qui, après dix ans de lutte politique, sont à l'origine de la législation sur les contraceptifs, de la dépénalisation de l'homosexualité ou encore de l'accès à l'information sur l'avortement. Un énorme soulagement aussi pour les 80 000 Irlandais séparés officieusement qui, plus que l'autorisation de divorcer, ont gagné le droit au "remariage".

Cependant, la nouvelle loi sur le divorce a ses limites : la dissolution du mariage sera en effet prononcée par le juge après quatre ans de séparation effective du couple et seulement si l'autorité judiciaire décide que toutes les tentatives de réconciliation sont épuisées. Une procédure de séparation qui prendra au minimum dix-huit mois...

Une autre forme de divorce est intervenue au cours de ce référendum : celui de l'Eglise et de l'État. L'Irlande libérale fête, aujourd'hui, le nouveau pas qu'elle vient de faire vers la modernité. En attendant la prochaine étape pour le droit à l'avortement qui, au regard de ce qui se passe en France, augure une âpre lutte.

Victor Robert

AGENDA DE LIONEL JOSPIN

DÉPLACEMENTS

Dans le cadre des meetings pour soutenir nos candidats aux législatives partielles :

1er Déc. Hautes-Pyrénées

AUTRES TEMPS FORTS :

6 Déc.	Bruxelles	Presidium de l'Internationale socialiste
7 Déc.	Paris	Les jeudis de Solferino
14 Déc.	Madrid	Conférence des leaders du PSE
	Paris	Réunion des 1er secrétaires fédéraux
17 Déc.	Orléans	Congrès du Mouvement des jeunesses socialistes

RENCONTRE AVEC LES CONSEILS FÉDÉRAUX

1er Déc.	Cher	A. Claeys
1er Déc.	Finistère	D. Vaillant
1er Déc.	Nièvre	F. Hollande
4 Déc.	Sarthe	A. Bergounioux
4 Déc.	Seine-Maritime	F. Hollande
4 Déc.	Gard	M. Valls S. Guillaume
5 Déc.	Doubs	M. Valls
7 Déc.	Vendée	B. Roman
7 Déc.	Ille-et-Vilaine	D. Vaillant
7 Déc.	Aveyron	V. Peillon
8 Déc.	Charente-Mariti.	A. Bergounioux
8 Déc.	Haute-Loire	A. Claeys
8 Déc.	Vaucluse	D. Vaillant
8 Déc.	Allier	J.C. Cambadélis
8 Déc.	Alpes-Maritimes	J.P. Bel H. Désir
8 Déc.	Marne	J.L. Cottigny
11 Déc.	Cote-d'Armor	M. Valls
12 Déc.	Orne	D. Vaillant
12 Déc.	Drôme	F. Hollande J.P. Bel
14 Déc.	Haute-Savoie	B. Roman
18 Déc.	Loire	A. Hazan
19 Déc.	Savoie	S. Guillaume
19 Janv.	Landes	A. Claeys
22 Janv.	Isère	S. Guillaume

Oskar Lafontaine, le nouveau président du Parti social démocrate allemand (SPD), a rencontré, mercredi 29 novembre au siège du PS à Paris, Lionel Jospin et Pierre Guidoni.

Lors du vote sur les propositions de la Commission de rénovation, les militants ont exprimé avec clarté leur souhait que notre parti soit un parti de débat, ouvert au dialogue. Car la rénovation du mouvement socialiste sera d'abord celle de ses idées, de son projet, de ses propositions.

Le moment est venu d'organiser, au cours de l'année qui vient, les trois grands débats dont ils ont approuvé la tenue :

- la place de la France et de l'Europe face à la mondialisation ;

- les acteurs publics et la démocratie ;

- l'avenir de la redistribution.

Le premier de ces débats doit commencer à la base, dès maintenant, par une première expression des militants, des sympathisants, de la gauche, d'ici au 15 Janvier.

La question de la mondialisation peut paraître abstraite. Elle est pourtant très concrète. C'est au nom d'une certaine conception de la "contrainte extérieure" et de l'Europe que nous avons fait le tournant de la rigueur en 1983, que nous avons combattu l'inflation et renforcé la monnaie, que nous avons soutenu et promu plusieurs élargissements de la Communauté européenne, que nous avons voté le traité de Maastricht allant vers l'Union européenne et la monnaie unique.

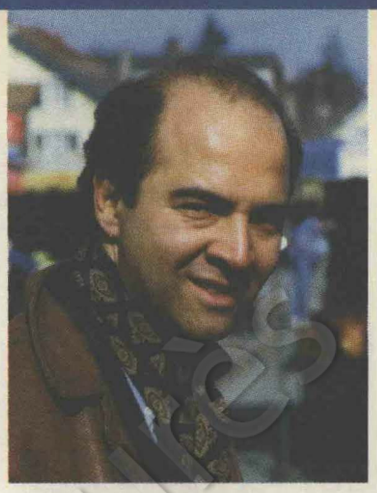
C'est au nom de cette conception de l'économie internationale, aussi, que nous avons dû accepter un libéralisme accru, sans doute excessif, et subi ses dégâts économiques, sociaux et politiques.

C'est au prétexte de l'Europe que Jacques Chirac et Alain Juppé tournent, aujourd'hui, le dos aux promesses démagogiques de la campagne présidentielle et justifient les restrictions budgétaires et le plan gouvernemental inéquitable sur la protection sociale.

Au fond, il s'agit maintenant de répondre à la question suivante, sans tabou ni surenchère : comment définir une politique économique et sociale de gauche, capable de répondre au problème du chômage en France et en Europe, que nous pourrions appliquer au pouvoir ?

A chacun d'entre vous de dire ce qu'il pense de cet enjeu essentiel. Tout le parti doit se mobiliser dans ce débat, et lui donner l'écho nécessaire.

Pierre Moscovici



LE CALENDRIER DES DÉBATS

L'année qui vient verra se dérouler trois grands débats, ainsi ordonnés :

■ D'abord, la place de l'Europe et de la nation face à la mondialisation. Cette première réflexion devrait aboutir avant le printemps 1996. Elle donnera le sens de notre projet.
Objectif : montrer avec clarté qu'il n'y a pas une "politique unique" et dire ce que pourrait être la nôtre, notamment dans le domaine économique et social.

■ Ensuite, d'ici à l'été 1996, les acteurs publics et la démocratie. Cette réflexion fournira les outils politiques essentiels à la définition de nos propositions.
Objectif : dire comment nous entendons faire vivre les divers espaces de la démocratie et de la citoyenneté, et en ouvrir de nouveaux.

■ Enfin, à l'automne, l'avenir de la redistribution. Sera ainsi dessinée la logique des mesures à prendre pour l'emploi, la cohésion sociale, l'aménagement du territoire, la réduction des inégalités, la réforme de la fiscalité.
Objectif : dessiner les lendemains de l'Etat-providence dans un univers post-keynésien.

Le parti, déjà pourvu de ses textes précédents et de la plate-forme présidentielle de Lionel Jospin, sera ainsi, avant la fin de l'année 1996, doté de bases solides pour la préparation de ses propositions pour les législatives de 1998.

LA MÉTHODE

Elle articule pour chaque débat deux phases.

■ Une phase préparatoire pendant laquelle se dérouleront parallèlement :
• des contributions demandées aux militants dans les sections et fédérations. Des débats seront organisés à

Contribution Jean-Luc Mélenchon

Un parti de débat ouvert au dialogue

la base, donnant lieu à des textes envoyés au secrétariat national ;
• le travail des secrétariats nationaux concernés (commissions du parti, groupe des experts, groupes de travail ad hoc...) ;
• la consultation de personnalités (politiques, syndicalistes, intellectuels, experts...) sous forme d'interviews ou d'auditions, ou encore de contributions écrites (individuelles et collectives).

■ Une phase d'élaboration, de décision et d'expression.
A partir des résultats de la phase préparatoire, les propositions du Parti socialiste seront élaborées par un groupe de travail. Les organes compétents du parti -secrétariat, bureau, conseil national... - seront saisis du ou des textes. Ceux-ci seront soumis au débat des militants, discutés avec d'autres à l'occasion de colloques ou forums ouverts, puis adoptés (en tout cas débats 1 et 3) le cas échéant lors d'une convention nationale.

Le secrétariat aux études, en liaison avec tous les secteurs compétents du parti, assurera la coordination de ces débats.

LE DÉBAT SUR LA MONDIALISATION

Le débat préliminaire sur la mondialisation doit commencer, à la base, dès maintenant, d'ici au 15 Janvier. Ce débat est sans doute le plus fondamental, le plus urgent et peut-être aussi le plus délicat.

■ Le plus fondamental, parce que la mondialisation est un phénomène qui touche de nombreux domaines. L'économie bien sûr, mais aussi la société toute entière, avec la médiatisation, la globalisation de l'information, leur impact sur les cultures nationales, la modernisation des transports, les flux migratoires... Sans compter ses dimensions de politique internationale -fin des "blocs", évolution des alliances, désordres régionaux, question nucléaire, montée des intégrismes, développement inégal et rapports Nord/Sud.... Le phénomène de la mondialisation est une réalité en marche. Il est perçu comme une menace pour l'identité nationale et une limite à l'action politique. Comment faire pour s'inscrire de façon positive dans ce processus ?
■ Le plus urgent, parce que de notre vision de la place de la France et de l'Europe dans le monde dépendent nos choix politiques quotidiens sur les grandes questions qui concernent les Français -l'emploi, la protection sociale, la ville et les banlieues, l'éducation, les déficits publics...
Dans les deux prochaines années, des décisions essentielles pour notre avenir doivent en outre être prises au niveau européen : la monnaie unique doit normalement entrer en vigueur, de nouveaux élargissements seront envisagés, les mécanismes institutionnels de l'Europe seront examinés par une conférence intergouvernementale (la CIG).
Les socialistes doivent affirmer à nouveau le rôle qu'ils souhaitent voir jouer à la France, la place qui peut et doit être la sienne dans le monde, et redéfinir leur projet européen.

■ Le plus délicat, car il nous faut débattre de ces questions de fond, sans tabou, mais en restant fidèle à nos idéaux, à nos choix internationalistes, en gardant conscience de notre environnement, en conservant crédibilité et réalisme. Nous devons écarter à la fois toute timidité, toute surenchère et tout retour en arrière, notamment vers le nationalisme.

Le débat pourrait être axé autour de la problématique suivante, et de la question de la régulation.
Comment la France et l'Europe peuvent-elles redéfinir une régulation économique face à la mondialisation ?
Quelles sont leurs objectifs possibles (croissance, plein-emploi...) ?
Quelles sont les contraintes qu'elles rencontrent et les capacités d'action des acteurs publics ?
En quoi la mondialisation affecte-t-elle le modèle social français ?
Comment protéger, étendre, le cas échéant adapter ses acquis ?
L'Europe est-elle ici un atout ou un frein ?
Comment aller vers un modèle social européen ? Le peut-on ?
Quels sont les moyens d'action dans le cadre national, quels doivent être les moyens d'affirmation de la nation et ses outils politiques ? Quel modèle de développement souhaitons-nous ?

De ce questionnement doivent découler les principes et les grandes lignes d'une politique économique et sociale de gauche, capable de répondre au problème du chômage en France et en Europe.
Quelle forme politique doivent revêtir demain l'Europe et l'ordre mondial ?
Où en est la construction européenne et comment évolue-t-elle ?
Quelle configuration pour l'Europe de demain ?
Quel type de "gouvernement européen" souhaitons-nous ?
Quels mécanismes de décision ?
Comment voyons-nous évoluer les organes et les méthodes de la coopération internationale ?

Cela devrait déboucher sur une formulation claire de notre conception de la place de la France en Europe et dans le monde, ainsi que sur des propositions pour une régulation politique européenne et mondiale.

■ Les modalités du débat dans les fédérations et les sections, au cours de la phase préparatoire, peuvent être très souples. Il associera, bien entendu, les militants et sympathisants et se conclura, au niveau fédéral, selon les formes que vous choisirez (colloques, conseils fédéraux, conventions fédérales...).
Il gagnerait à être ouvert à d'autres forces sociales ou politiques. Il est souhaitable que les secrétaires nationaux ou des personnalités soient sollicités lors du déroulement du débat au niveau décentralisé.
Le secrétariat aux fédérations et le secrétariat aux études sont à votre disposition pour vous aider à organiser ces déplacements.

Les textes issus de ces débats doivent être renvoyés au secrétariat national aux études avant le 15 Janvier 1996.
La deuxième phase, celle de la décision et de l'expression, sera conclue par un vote des militants, dans le cadre d'une convention nationale.

P. M.

le mot des lecteurs

Sur le "trou de la sécu "

Il faudrait rappeler à M. Chirac qu'il avait aussi promis de faire la différence entre ce qui ressort des obligations de la Sécurité sociale et ce qui dépend de la solidarité nationale...
Quant à la réforme de M. Juppé, elle peut être qualifiée d'unijambiste car si les salariés, les chômeurs et les retraités savent très précisément à quelle sauce ils vont être mangés, les patrons eux peuvent dormir tranquille. Mise à part une très vague information sur une possible taxation de la valeur ajoutée, on ne sait absolument rien sur l'éventuelle "contribution patronale généralisée" au financement d'une institution qui maintient la capacité humaine de production.

Thierry Embareck
75-Paris

Réduction massive du temps de travail

Le gouvernement de droite attaque sur tous les fronts pour abattre notre "couverture sociale" et pressuriser encore plus les couches défavorisées de la population. Il possède la majorité parlementaire qui lui permettra d'arriver à ses fins, à moins que les protestations de la rue viennent oblitérer en partie ses projets. Notre représentation aux assemblées étant ce qu'elle est, il me semble que l'offensive offre des moyens à prendre en considération. Je veux parler ici de la "réduction massive du temps de travail sans diminution de revenu". Qu'en est-il des propositions socialistes en ce sens ? Nous sommes bien discrets ! Cela est-il réalisable oui ou non ? Si c'est non, il doit y avoir assez de membres compétents au Parti socialiste pour nous démontrer les impossibilités ou les dangers et qu'ainsi ces explications soient transmises à la base. Si c'est oui, et pour ma part je le crois, il faut orienter nos actions vers cet objectif. Expliquons que les milliards de l'«aide au chômage» peuvent en majeure partie être reconvertis vers l'«aide à l'emploi». Aucune manifestation nationale ou locale à laquelle participe le parti ne devrait être menée sans que cette revendication ne soit clairement exprimée. Chaque prise de position publique, concernant la crise sociale et économique, par les dirigeants du parti, devrait avoir son volet sur ce sujet. Malgré un résultat prévisible, vu le rapport de force actuel, les groupes socialistes au Parlement devraient déposer une proposition de loi en ce sens. S'il y a refus, prendrions-nous au moins date envers les Français qui connaîtraient ainsi notre position officielle et cela aiderait sûrement lors des combats pour la future alternance.

Serge Roulin
69-Oullins

COUP de CŒUR et de CROC

L'ART DE LA VILLE

Bruno Hadjadj est un jeune plasticien qui a séjourné dans les grandes métropoles (Tokyo, Londres, New-York, Moscou, Milan...) pendant cinq ans. Il y a puisé son inspiration et son talent y ait reconnu. Il vit et travaille aujourd'hui à Paris. Peintre et sculpteur, son art a pour cadre la cité et ses maux qu'il traite de manière ludique. La musique fait également partie de son univers artistique. Ses "boîtes à musique" interactives ont déjà convaincu petits et grands amateurs d'art contemporains. Son travail de sculpture monumentale et papier sera présenté à Paris à l'occasion d'une exposition collective intitulée "déambulation II".

Galerie Art et Patrimoine (22 rue des Blancs-Manteaux) du 12 décembre au 13 janvier.

LA TÊTE ET LES JAMBES DE "LA" GUILLEM

Notre star atypique de la danse qui fait béer les fans de "Giselle" comme les mordus des Moderns dances, la fantastique Sylvie Guillem fait son parcours du combattant dans onze villes. Il en reste six (1). Une tête bien faite, un caractère de chien, une increvabilité volcanique (double formation de danseuse et de gymnaste), la Guillem, rebelle de la danse -n'a-t-elle pas claqué les portes de l'Opéra ?- fait son tour de France, après nous avoir abandonnés longtemps. Elle passera fatalement près de vous, celle dont Margot Fonteyn dit : "J'aurais levé la jambe comme Guillem, si j'avais pu !". Celle qui danse Béjart et Forsythe, celle à qui il ne manque qu'être sa propre chorégraphe... Elle y viendra.

(1) On l'a déjà vue à Montpellier, Nantes, Toulouse, Marignac, Brest. Elle sera à... Paris : jusqu'au 3/12, au Théâtre des Champs-Elysées. Tél : 49 52 50 50. Lyon : 5/12, Halle Tony Garnier. Tél : 72 27 06 49. Marseille : 7/12, Le Dôme. Tél : 90 82 71 70. Lille : 12/12, Zénith. Tél : 20 30 91 85. Montreux : 14/12. Auditorium Stravinsky. Tél : (19 41) 21 962 21 41. Caen : 16-17/12, Théâtre de Caen. Tél : 31 30 76 00.

LA BAVAROISE DE BÉRANGÈRE

On la découvre lentement en France, cette méconnue bavaroise. Marieluise Fleisser, dont Bérangère Voisin joue une pièce pour décor-salon, "La chèvre, le cheval et la vierge" (1) accompagnée de trapézistes, sur deux textes inquiétants, violemment langagés, (dialecte bavarois-fleisser, écriture populaire sophistiquée), est un cas théâtral et littéraire. Arrière-petite-fille de Büchner, compagne de Brecht, morte en 1974 dans son Ingolstadt fétiche, Marieluise a été adorée par Fassbinder et Kroetz.

(1) Petit Odéon. Du 3/11 au 30/12. Tél : 44 41 36 36. **J.V**

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

"Le marxisme est encore d'actualité"



Peut-on déjà écrire une "Histoire de la philosophie au XXe siècle" (1), en tenant compte des grands débats qui l'ont traversée : suprématie de la science, fin des idéologies, Auschwitz, guerre froide ? Christian Delacampagne a relevé ce défi.

Agrégé de philosophie, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, il a fréquenté les séminaires d'Althusser, de Derrida et de Lacan. En tant que critique littéraire au "Monde" pour la philosophie depuis 1972 , il a rencontré un très grand nombre de philosophes contemporains, à peu près la moitié de ceux dont il parle dans son livre. Ancien directeur des Instituts français de Barcelone, Madrid, Le Caire et Tel Aviv, actuellement attaché culturel de l'ambassade de France à Boston, il a publié de nombreux ouvrages, notamment sur l'antipsychiatrie, le racisme, la peinture moderne, etc.

Le marxisme est-il encore d'actualité ?

J'avais commencé d'écrire ce livre lorsque le mur de Berlin est tombé. Depuis, l'amnésie s'est installée par rapport au marxisme. On ne se souvient plus de ce que Marx a dit, ni de ce que le mouvement marxiste a été pendant la IIe internationale, ni de son âge d'or avant 1914, ni de ce que Lénine a voulu faire en 1917, ni de ce qu'a été la révolution soviétique jusqu'à ce que Staline la confisque. J'essaie de remettre les pendules à l'heure, sans tomber dans je ne sais quel paléomarxisme. Marx s'est refusé à élaborer une philosophie, sa priorité était politique : la révolution. Cela supposait de construire une science de l'Histoire. Aujourd'hui, cette notion est un peu datée et l'on peut abandonner le terme de matérialisme historique. Mais il reste qu'il a inventé une manière scientifique, c'est-à-dire nouvelle, rigoureuse, cohérente, féconde et inédite d'aborder l'Histoire.

Quelle a été l'influence d'Auschwitz et de la Shoah sur la philosophie du XXe siècle ?

Auschwitz est un cataclysme sans égal, non seulement en nombre de victimes, mais aussi en intensité d'atrocité. C'est l'application méthodique de la rationalité à la barbarie. C'est la perversion absolue de la rationalité, c'est-à-dire de ce qui constitue l'essence même de la philosophie. De ce point de vue la philosophie de la seconde moitié du XXe siècle a échoué. Elle n'a pu apporter l'explication de ce qui venait de se passer. Mais elle a apporté tout de même, et ce n'est pas négligeable, une meilleure interprétation de ce qui a pu conduire, étape par étape, l'Occident chrétien et rationaliste vers Auschwitz. A savoir, la montée croissante de l'antisémitisme dans la pensée européenne à partir du XVIIIe siècle. En raison, entre autres, de facteurs théologiques dont Heidegger représente l'aboutissement dans les années 30, c'est-à-dire une certaine perversité du rationalisme lui-même, qui tient en la croyance de la toute puissance de la raison et conduit à vouloir se débarrasser de ce qui résiste à cette croyance. Or, une des caractéristiques fondamentales du judaïsme, c'est une certaine méfiance vis-à-vis de la rationalité pure.

En cette fin de siècle, peut-on craindre un retour à l'obscurantisme ?

Je crois effectivement que l'on vit une époque très dangereuse sur le plan intellectuel, du fait du retour de la crédulité. Les gens ont besoin de croire, c'est une donnée constitutive de la nature humaine. La sagesse, qui est l'une des motivations fondamentales de l'entreprise philosophique, serait de couper ce besoin à la racine. Malheureusement, tout notre environnement, presse, télévision, hommes politiques, flatte ce besoin de croire. Cela entraîne une dérive progressive vers le magique et l'irrationnel. Et le fondamentalisme est devenu un problème majeur de notre époque.

Pourquoi avoir écrit cette "Histoire de la philosophie au XXe siècle ?

C'est en 1987, lors de "l'affaire Heidegger", relative à son activité pro-nazi pendant la guerre, que j'ai senti le besoin d'écrire sur la philosophie pour prendre parti contre l'amnésie qui entourait cette affaire. La philosophie est un champ de bataille et j'y défend absolument le retour à la rationalité. Je pense que la philosophie a une utilité sociale. Elle est utile à la réflexion et donc a une meilleure gestion de l'espace social. L'Occident a été l'inventeur d'un certain nombre de valeurs dont je me réclame : liberté, tolérance, justice. Malheureusement on ne lit pas beaucoup les livres de philosophie. C'est inquiétant. Je crois que nous vivons la fin de l'âge du livre.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) Seuil. 385 p., 140 F.

Télé Médias — Les aventuriers de la «Une» perdue

Encore une fois en parler, de la "Une". Gentiment. Car elle a eu bien des malheurs depuis son fameux "il n'y en a qu'une, c'est la "Une". Faut dire que ses patrons sont de vrais gosses qu'on gronde. Des aventuriers de préaux qui se battent avec les autres classes comme FR2 (T'var ta gueule à la récré si tu me piques mes pubs !), des Huckberry Finn du secondaire qui se prennent pour des forts en thème. Son chahuteur Sébastien s'est fait renvoyer pour notes minables, ses cours (en Bourse) chutent. Elle n'est que deuxième au classement. Son caïd Le Lay a fait des sottises qui lui ont valu le piquet au commissariat comme un ado de banlieue. Motif : il s'amusait trop au loto. Au point de vouloir piquer toutes les billes et graisser la patte aux racketteurs du collège "Française des jeux". Et puis son copain Mougeotte s'est fait convoquer chez le surgé du CSA, M. Bourges, qui lui a filé une de ces engueulades, du style "la bêtise n'est pas prescrite" au lycée. Des élèves disent qu'ils vont se faire virer, sûrement une blague de potache...

Alors, les mecs ont fait des efforts méritoires. Sont réconciliés avec l'ex-élève-ennemi Elkabach. Serré sa pogne devant tout le bahut médiatisé. 18/20 pour le show de patronage. Ils vont même faire leurs devoirs sur un pupitre à deux. Ça s'appelle "bouquet de programmes". Les deux bandes "Service pub" et "Une's trio" feront du numérique sur un cahier payé ensemble. Ça veut dire qu'en potes ils feront la télé à péage sur "Eutelstat". "Orbite commune", c'est leur mot. L'important, leur a dit Clément, un camarade d'Arte, "c'est que toutes les chaînes soient sur le même satellite pour pas avoir besoin de plusieurs paraboliques". S'ils faisaient aussi bille commune avec les "Canal +", le Télé-side story finirait en happy-end. Moi, je l'aime bien cette "Une" perdue. Parce que, avant, c'était pas rien. Unique, je vous jure... On zappait pas : elle était seule. L'audimat, on n'avait pas encore inventé le mot. Je me souviens, comme disait mon prof Pérec..., du 4 février 59, quand la "Une" était RTF, avec 800.000 récepteurs. Je me souviens de la drôle de zizique d'"Histoires sans parole" et des langoureux regards de Denise Glaser. Je me souviens des 3 "Pierre" de "Cinq colonnes à la Une" et de notre cher et hyper-cultivé Zitrone, turfiste aux subjonctifs. Je me souviens des dramatiques en direct de l'Ecole des Buttes-Chaumont, des "Trente-six chandelles" de Nohain, du 1er journal télévisé présenté par Sabbagh. Je me souviens du magnétoscope qui s'appelait Ampex, de la "Piste aux étoiles" de Margaritis. C'est pour ça que notre "Une", je l'aime bien. Celle d'antan.

Jean Vermorel

A VOIR AUSSI

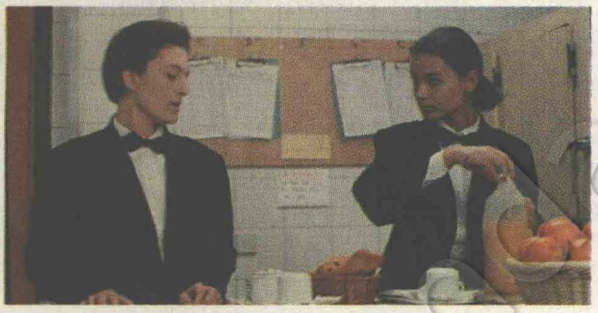
Samedi 2 — TF1
SOIRÉE COLUCHE. Pour cette soirée, il sera beaucoup pardonné à TF1. Coluche contre toutes les exclusions, qui disait : "Dans le monde, il y a 60 millions de Français et 3 milliards d'étrangers".
A NOTER, SUR TF1 AUSSI, à 14h, ce qui serait un plaisant plaidoyer pour notre parti et pour Lionel si ce n'était une série américaine : "L'homme qui tombe à pic". Titre de l'épisode : "PS, je t'aime". Cocasse, non ?

Lundi 4 — FR2 - 22h50
"MALIKA B". Doc de Francis Fehr : une journaliste algérienne avec la mort aux trousses. Tournage caché pour échapper au GIA. Quotidien de Malika Boussouf, femme libre, pugnace et traquée.

Mardi 5 — Arte - 20h40 21h45 à 2h45
le "TRANSIT" annoncé sur le trafic des objets d'art a été repoussé à cette semaine (20h40).
"DEVENIR CINÉASTE". Théma. Pourquoi tant de jeunes veulent faire du cinéma. Enquête à Paris, Berlin, Londres, Moscou. Une nuit des écoles de cinéma européennes. Enregistrez si vous dormez.

Mercredi 6 — Arte - 20h40 FR2 - 22h25 FR3 - 23h10
"LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE", par Alexandre Adler. Un document allemand de Paul Moody sur une résistance méconnue, celle des Pays-Bas. Images tournées clandestinement.
"BAS LES MASQUES". Mireille Dumas délaisse la mièvrerie pour une rude émission : "J'ai été torturé". Entre autres, le témoignage de l'écrivain marocain Serfaty.
"UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS : Fernando Pessoa". Le grand poète-écrivain portugais dont le génie ne fut découvert qu'après sa mort, en 1935, grâce à une malle d'écrits jamais publiés.

Cinéma — «La fille seule»



"LA FILLE SEULE" de Benoît Jacquot. Valérie, enceinte, est perplexe, tout comme son jeune petit ami. Elle réfléchit, tout en travaillant pour la première fois au service à la chambre d'un grand hôtel. Benoît Jacquot a voulu filmer le "temps réel", c'est-à-dire une heure et demie de la vie d'une jeune fille confrontée aux réalités de son époque et à la recherche de son destin. D'où quelques va-et-vient dans les couloirs de l'hôtel un peu répétitifs. Avec Virginie Ledoyen, une jeune actrice dont le talent s'affirme. Sortie le 29.

"AU BEAU MILIEU DE L'HIVER" Kenneth Branagh fait jouer "Hamlet" par une troupe d'amateurs, dans une église désaffectée. Un film très personnel sur un sujet qu'il connaît bien, la vie d'une troupe de théâtre, la camaraderie des acteurs, leur insouciance et leurs fantaisies. Entre Shakespeare et Woody Allen. Sortie le 29.

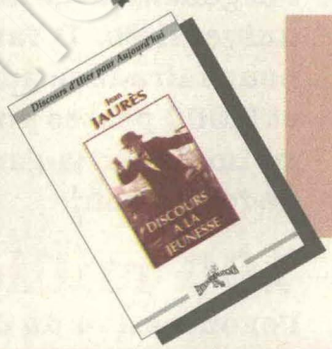
"INDOMANIA". A l'occasion du centenaire du cinéma, la plus vaste rétrospective jamais réalisée pour présenter le 7e art indien dans toute sa variété. Avec 900 films par an, l'Inde est le premier producteur de films au monde, et avec ses 900 millions d'habitants, le premier en nombre d'entrées. 80 ans de films indiens, de Raj Kapoor à Satyajit Ray, et de films sur l'Inde, de Louis Lumière à Marguerite Duras. Du 8 novembre 95 au 4 février 96, Cinémathèque française, Palais de Chaillot. Rens : 47 04 24 24.

C.P

Et, si vous ne les avez pas encore vus : "Le Garçu" de Maurice Pialat et "Land and Freedom" de Ken Loach.

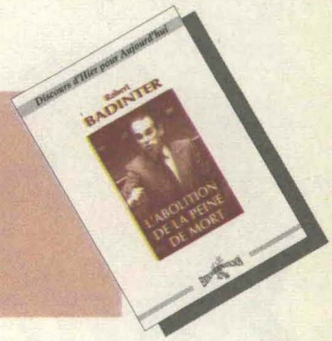
EDITIONS DE MATIGNON

DISCOURS D'HIER POUR AUJOURD'HUI



« Discours à la jeunesse»
«Le courage c'est d'aimer la vie et de regarder la mort d'un regard tranquille ; c'est aller à l'idéal et de comprendre le réel...».
JEAN JAURÈS.

« L'abolition de la peine de mort»
«Parce qu'aucun homme n'est totalement responsable, parce qu'aucune justice ne peut être absolument infaillible, la peine de mort est moralement inacceptable».
ROBERT BADINTER.



BON DE COMMANDE

☐ J. JAURES - Quantité ☐ x 30,00 F Franco de port

☐ R. BADINTER - Quantité ☐ x 30,00 F Franco de port

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

*A retourner avec votre règlement à : **EDITIONS DE MATIGNON***
1, rue Docteur Jobert - 22550 MATIGNON - Tél. : 96.41.22.70 - Fax : 96.41.22.70

LE GOUVERNEMENT JUPPÉ
en quelques chiffres

1,8 % de diminution de la production industrielle en septembre, une stagnation au 3e trimestre 1995 qui vient s'ajouter à celle de la consommation, une croissance quasi nulle du PIB aux 2e et 3e trimestres (+ 0,2 %), c'est le résultat de la politique d'augmentation des prélèvements sur les salariés.

3 500 milliards (plus de 40 % du PIB), c'est le chiffre d'une dette publique qui a progressé de 75 % depuis 1993. C'est ce que la droite appelle la rigueur. 45 % de prélèvement, c'est le record historique auquel sont parvenus ceux qui avaient fait campagne sur la baisse des impôts.



3 à 5 %, c'est l'amputation de pouvoir d'achat qu'un retraité de 60 ans vivant seul et touchant une pension de 5 000 francs devra subir du fait de la politique de la droite.

110 milliards, c'est la partie de la dette de la Sécurité sociale que le gouvernement veut faire financer deux fois par les Français. 180 milliards, c'est celle qu'il a accumulée en trois ans.

504 francs d'impôt en plus chaque année, c'est ce que devront payer les Français à qui le gouvernement vient de supprimer l'exonération forfaitaire mensuelle de 42 francs.

100 francs par étudiant, 1 000 postes annoncés, 300 réellement créés, c'est l'aumône à laquelle consent le gouvernement, en puisant dans des crédits déjà votés, pour répondre "dans l'urgence" à la détérioration de la situation des universités. Il faudrait au moins deux milliards pour faire face aux problèmes les plus immédiats et 3 000 postes pour reprendre le rythme qu'avait su impulser la gauche pour satisfaire la demande de formation.

100 millions de francs, c'est l'exonération de droits de donation ou de succession dont bénéficieront les plus grosses fortunes industrielles de ce pays, soit un manque à gagner annuel pour l'Etat de 1 milliard de francs.

24 mois au lieu de 12, c'est la durée de chômage au bout de laquelle il est possible d'espérer désormais un CES, selon les instructions de M. Barrot.

2 % de gens ont une très bonne opinion d'Alain Juppé, c'est le poids très exact des privilégiés dont la fortune déjà considérable se sera accrue depuis 1993 grâce aux décisions du gouvernement.

Découpez - photocopiez - distribuez - Découpez - photocopiez - distribuez - Découpez - photocopiez - distribuez - Découpez - photocopiez - di